

***l'Anti*capitaliste**

n°237 | 10 avril 2014 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

ENVOYONS



VALLS'ER

le gouvernement
PS-Medef!

Dossier

**Agriculture: contre
la fuite en avant
productiviste!**

Pages 6 et 7



ÉDITO
Rwanda: génocide et
honteuse raison d'État
Page 2

PREMIER PLAN
Remaniement: la Valls
des pantins Page 2

ACTU INTERNATIONALE
Tunisie: jugement de complaisance
des policiers violeurs
Page 5

LIBRE EXPRESSION
Mobilisation pour le 12 avril
Page 12





Par JACQUES BABEL

Rwanda: génocide et honteuse raison d'État

Le 7 avril 1994 débutait au Rwanda le génocide des Tutsi, organisé méthodiquement par des extrémistes hutus issus du cœur du régime, et qui allait faire plus d'un million de morts en trois mois. L'armée française était sur place, soutien de ce régime jusqu'au bout. Et seule l'armée du FPR tutsi a pu mettre fin à un massacre dont les racines idéologiques avaient été semées depuis des dizaines d'années par les colonisateurs belges et français. C'était il y a 20 ans. Après un tel crime contre l'humanité, le peuple rwandais cherche à se reconstruire un avenir, dans la justice et dans le travail de mémoire nécessaires. Et pour cela il mérite la pleine solidarité de tous les peuples du monde, pour imposer « Plus jamais ça ! ». Mais ici, nous devons beaucoup plus. Car c'est en notre nom que l'appareil d'État français a commis un crime impardonnable. Il a été complice des assassins, avant, pendant et après le génocide. Et il tente, encore maintenant, de le masquer avec la dernière énergie. Le refus des plus hautes autorités de l'État de participer cette année aux commémorations appelées par les victimes du génocide, au nom de la négation de la réalité, est une honte. Le gouvernement de cohabitation droite-gauche de l'époque, le président Mitterrand, le Premier ministre Balladur, l'état-major de l'armée, tous savaient. Mais pour eux, rien n'était plus important que la lutte contre le FPR dirigé par Paul Kagamé, ni que les rivalités impérialistes en Afrique avec les États-Unis et la Grande Bretagne ! Et depuis, tous les dirigeants de l'État se couvrent, quelquefois même avec des relents racistes. Les témoignages s'accumulent pourtant pour décrire une armée française formant, armant, payant les génocidaires, y compris pendant le massacre, les aidant à s'échapper ensuite, tout en prétendant face au monde conduire une intervention « humanitaire ». La justice française commence seulement à chercher ceux qui ont abattu l'avion du président rwandais Habyarimana, donnant le signal du massacre. C'est sous pression qu'elle commence à poursuivre les planificateurs du génocide, tranquillement réfugiés en France depuis 20 ans. Avec les victimes, nous devons obtenir beaucoup plus : les archives françaises sur cette période doivent être déclassifiées, et les complices français du génocide, crime imprescriptible, doivent être jugés et condamnés !

BIEN DIT

Il convient de rappeler que les autorités françaises ont soutenu les extrémistes ayant commis le génocide par de la formation, des livraisons d'armes, un soutien diplomatique, jusqu'à l'organisation de leur évacuation vers le Zaïre. Avoir fourni cette aide, en connaissance de cause, quelle qu'en soit la motivation, possède une qualification juridique bien précise : complicité de génocide.

« Rwanda: les autorités françaises persistent et nient », communiqué de l'association Survie du 7 avril.

À la Une

Envoyons Valls'er le gouvernement PS-Medef!



Le discours de politique générale de Valls devant l'Assemblée nationale et une droite hystérique, aura été sans surprise : un discours de combat contre les travailleurs et les classes populaires. Il continue la politique engagée par Ayrault, tout entière dévouée au patronat.

Certes, il a essayé de faire passer la pilule amère en jouant la compassion – « trop de souffrances et pas assez d'espérance » – avec le prétendu « pacte de solidarité », ainsi que par des petits gestes pour les plus défavorisés, mais surtout des gestes en réponse à la grogne de sa majorité.

« Plus vite et plus fort »...

Plein d'entrain et de zèle, Valls, censé porter « le renouveau et la dynamique », proclame à qui veut l'entendre qu'il entend « garder le cap » pour aller « plus vite et plus fort » : en un mot, accélérer les réformes contre les travailleurs et les classes populaires. Comme prévu, le Pacte de responsabilité, ce sera 30 milliards pour les patrons,

sans même que le Parlement n'en débâte, avec en prime une diminution de l'impôt sur les sociétés ramené à 28% d'ici 2020, et quelque 50 milliards minimum d'économies à réaliser au détriment des services publics, de la protection sociale et des collectivités locales.

Pour les salariés, la solidarité sera beaucoup plus symbolique : les 500 euros annuels au 1^{er} janvier 2015 pour les smicards résultent du transfert d'une partie des cotisations salariales vers le salaire net. On est loin du compte, course à la compétitivité oblige !

Mais Valls ne s'adressait pas aux classes populaires, il voulait rassembler sa propre majorité tout en caressant la droite dans le sens du poil. Il s'est mis en scène, son « efficacité », sa méthode, illustrées

par sa volonté de faire voter le Pacte de responsabilité avec le vote de confiance, sans débat ni amendements. Une volonté de mettre sa propre majorité au pas...

La fronde des velléitaires

Rarement un Premier ministre aura suscité, dès son intronisation, autant de méfiance voire d'hostilité dans son propre camp. Il a largement obtenu la confiance, même la majorité des députés d'EELV l'ont votée, mais il n'empêche.

Ces carriéristes s'inquiètent pour leur avenir et ne veulent pas sombrer avec Hollande et son Premier ministre. Ils ne croient pas au baratin de Valls sur son « équipe resserrée, cohérente et soudée » censée attaquer « une nouvelle étape » du quinquennat après la débâcle des municipales.

Ils veulent faire entendre leur différence, se démarquer, pour ne pas injurier leur avenir. Députés d'EELV ou gauche du PS, ils ne croient pas aux capacités du gouvernement Valls de surmonter le rejet populaire, et s'agitent, en réalité impuissants à porter une autre politique, uniquement soucieux de leur carrière.

Le vote de censure, c'est samedi et dans la rue !

Les changements ne peuvent venir du Parlement, de ces députés godillots. Cette gauche libérale ne nous représente pas ni ne nous défend. Elle reste soumise aux intérêts des classes dominantes, et le monde du travail n'a rien à attendre de ces petites manœuvres parlementaires. C'est de lui, de sa révolte, de ses mobilisations, de ses luttes, que peut venir le changement. Il peut obliger le gouvernement et le patronat à reculer. C'est pourquoi le NPA appelle à manifester ce samedi 12 avril avec des organisations syndicales, des associations et les partis du Front de gauche. Nous voulons dire notre colère, en militant pour que cette journée soit un pas vers des mobilisations et des manifestations plus profondes, plus radicales. Nous souhaitons que les différentes forces politiques qui se disent en opposition à la politique du gouvernement se rassemblent, en tournant le dos aux jeux politiciens, pour défendre les intérêts du monde du travail, en finir avec les politiques d'austérité et le chômage, exiger l'annulation de la dette et imposer la mise en place d'un monopole public bancaire. Alors qu'approchent les élections européennes, nous devrions nous rassembler contre l'Europe capitaliste du PS et de l'UMP, l'Europe de l'austérité et du chômage, contre l'extrême droite, tous les souverainistes et les nationalistes, autour de perspectives internationalistes, pour une Europe des travailleurs et des peuples.

Yvan Lemaître

REMANIEMENT

La valse des pantins

Le « gouvernement de combat » de Manuel Valls change peu. Seulement l'arrivée de deux « nouveaux », Royal et Rebsamen, l'habituel jeu de chaise musicale, et le départ d'Europe écologie les Verts. Mais sur le fond, rien ne change bien sûr !

Après la raclée électorale historique aux municipales, Hollande a donc été obligé de réagir vraiment... en changeant de Premier ministre ! Et le signal est fort puisque Hollande a choisi celui qui dénonçait les 35 heures, celui qui estimait que le nom de son parti, « socialiste », était dépassé, celui qui comme ministre de l'Intérieur a expulsé plus

que Guéant et a stigmatisé les Roms. Bref, en nommant Valls, Hollande a donc donné un signal très fort... aux électeurs de droite.

Valls était donc très attendu dans la composition du nouveau gouvernement, surtout que celui-ci avait été annoncé par le président des patrons comme « resserré » et « de combat ». Au final, pas grand-chose puisqu'il passe de 20 à 16 ministres, et que les

principaux poids lourds du gouvernement Ayrault sont maintenus, avec quelques changements de ministères. Seul fait notable, c'est que la parité semble désormais acquise au sommet de l'État puisqu'il y a désormais 8 ministres femmes et 8 ministres hommes... Mais rassurons-nous, comme on le sait, le Président de la République et le Premier ministre restent bien des hommes !

On garde à peu près les mêmes...

À y regarder de plus près, le gouvernement Hollande-Valls est un subtil équilibre entre les différentes tendances du Parti socialiste. Les « pro-Hollande » obtiennent des ministères et postes clés : Le Drian garde la Défense, Le Foll reste à l'Agriculture mais devient également porte-parole du gouvernement, Michel Sapin devient

ministre des Finances et des comptes publics, et François Rebsamen fait son entrée en reprenant le ministère de Sapin (Travail, emploi, dialogue social), ainsi que Ségolène Royal qui récupère le même ministère qu'il y a 22 ans, l'Écologie...

La « gauche » du PS est aussi promue. Hamon devient ministre de l'Éducation nationale à la place de Peillon qui quitte le gouvernement. Cette promotion est sans doute due à sa « discipline » depuis mai 2012, mais aussi un moyen de continuer de museler les députés de la gauche du PS. Et ça a l'air de marcher ! Montebourg, le nouveau meilleur ami de Valls, a obtenu ce qu'il voulait en devenant ministre de l'Économie, du redressement

Un monde à changer

FRANÇAFRIQUE. «L'Afrique subsaharienne peut devenir le nouvel "Eldorado" de la France», déclarait Hubert Védrine dans une interview au *Nouvel Observateur* le 3 décembre 2013 avant un forum économique France-Afrique à l'occasion duquel il devait remettre au gouvernement un rapport sur les relations économiques entre la France et l'Afrique. Ce rapport contient 15 propositions résumées par le *Nouvel Observateur* sous le titre suivant: «les 15 propositions pour que la France regagne sa place en Afrique». Dans la même interview, Hubert Védrine déclarait: «quand j'étais à l'Élysée, je m'occupais très peu d'Afrique». Comme le souligne l'association Survie, il était pourtant secrétaire général de l'Élysée: par ses mains passaient les messages de et pour Mitterrand sur le dossier rwandais, parfois presque quotidiennement. Sans vouloir trancher l'importance des responsabilités de Védrine dans le génocide rwandais, les mots mêmes qu'il emploie dans son interview de décembre dernier sont

profondément éclairants de sa conception des rapports avec l'Afrique: «l'Eldorado de la France». L'Eldorado (de l'espagnol *el dorado*: «le doré») est une contrée imaginaire d'Amérique du Sud qui était supposée regorger d'or. Le mythe a rapidement été relayé par les conquérants espagnols qui envahissaient l'Amérique au XVI^e siècle. Les conquistadors n'ont pas trouvé l'Eldorado mais ils ont arraché aux Indiens, notamment Incas, des monceaux d'or transportés en Espagne. Ensuite, les Espagnols mirent les Indiens au travail forcé dans les mines où ils périrent en grand nombre tout en enrichissant l'Espagne et les colons. Avec des formes différentes, les différents impérialismes suivirent ensuite ce modèle pour exploiter la tranche d'Eldorado qu'ils s'étaient taillés. La référence au pays de l'or est donc éclairante sur les motivations sous-jacentes au discours actuel sur l'Afrique. Celle-ci reste en effet un Eldorado des grandes puissances, des multinationales et des dirigeants corrompus qui leur sont liés. Finie la Françafrique?

GRÈCE Sans attendre, l'opposition de rue à la Troïka

Ce qui s'est passé il y a une semaine au Parlement pourrait bien constituer, sous une forme différente, le vote d'un quatrième mémorandum. Peut-être plus insupportable que les trois premiers, pour ce qu'il révèle des complicités entre la Troïka et la grande bourgeoisie grecque.

En effet, sous le chantage d'un risque de blocage des 11 milliards de prêts de la Troïka, le gouvernement de Samaras a fait adopter à la hussarde un incroyable paquet de lois attaquant ce qui tenait encore un peu debout dans l'économie grecque. Ainsi les médicaments pourront être vendus en dehors des pharmacies (dans les grandes chaînes de supermarchés), ce qui est une menace directe contre la profession (grosse mobilisation). Le pain pourrait être désormais vendu dans des magasins sans rapport avec la boulangerie. La date de fraîcheur du lait pasteurisé passera de 5 à 7 jours: derrière cette décision qui a mis dans la rue des milliers de producteurs agricoles, on retrouve les grandes chaînes commerciales, ainsi que les industries laitières souhaitant importer le lait de l'Europe de l'ouest, en le présentant désormais comme «lait frais». La mort annoncée pour les petits producteurs. Il y a aussi la baisse du prix de rachat de l'énergie photovoltaïque produite par les particuliers, ce qui les menace de faillite, vu les emprunts souvent effectués pour s'équiper; une manif de centaines d'entre eux a été réprimée aux gaz chimiques. Avec le transfert des enseignants



des écoles privées du ministère de l'Éducation à celui du Travail, on répond à la demande des petits et gros propriétaires de ce secteur lucratif de surexploiter davantage encore leurs personnels. Il y a enfin l'autorisation de revendre des banques au privé à des prix ridicules par rapport à ce que l'État a déjà payé pour acquérir des actions pour les renflouer... On pourrait citer d'autres mesures, contre les employés du privé, sur l'ouverture des magasins le dimanche, la baisse

des cotisations patronales dans les caisses de sécurité sociale...

Front de luttes

Le projet de loi contenait 800 pages... et avait été remis aux députés la veille du vote, ce qui montre en quelle estime sont tenues les procédures démocratiques! La gauche a dénoncé ce que Tsipras a qualifié de «coup d'État parlementaire», et Syriza a tenté une procédure de défiance contre le ministre de l'Économie

Stournaras, qui aurait pu aboutir... si le dirigeant du Pasok, le réactionnaire Venizélos, n'était pas intervenu! Mais l'essentiel était ailleurs... Dans la rue, un véritable front s'était créé, à l'appel des secteurs concernés appuyés par les syndicats et la gauche, et le dimanche 30 mars, plusieurs milliers de personnes ont manifesté devant le Parlement. Mardi 1^{er} avril, alors que pour protéger la tenue de l'Eurogroup, le gouvernement avait interdit les manifestations grâce à des décrets datant de la junte, 20 000 personnes se sont retrouvées dans la rue, les différents cortèges se retrouvant près du Parlement où les policiers ont lancé leurs charges brutales. C'est bien cette combativité qui est l'élément le plus marquant de ces quelques jours qui se terminent pour le gouvernement par une victoire étriquée, avec une crise dans le Pasok et aussi pour la droite. Baltakos, numéro 2 du gouvernement, vient d'être démasqué comme étant en relation suivie avec les nazis de Aube dorée. Alors oui, il est grand temps que cette clique soit chassée, mais ce doit être avant tout par la poursuite des mobilisations, ne serait-ce que pour empêcher les nouvelles exigences de la Troïka!

D'Athènes, A. Sartzekis

productif et du numérique. En échange, il a farouchement soutenu la nomination de Valls à Matignon. À noter également, le maintien de Christiane Taubira comme Garde des sceaux. Il était difficile de se séparer de celle qui, avec la loi du mariage pour tous, est devenue une véritable «icône». Mais c'est aussi pour Hollande et Valls la garantie d'avoir une caution de gauche... à une politique qui ne l'est pas! Les «Strauss-kahniens» sont les grands perdants du remaniement: il ne reste plus que Touraine et Valls (quand même...). Avec le départ des représentants de EÉLV, seuls les radicaux de gauche, avec Sylvie Pinel au logement, représentent la prétendue ouverture de ce gouvernement

au reste de «la gauche». À cette équipe, devrait s'ajouter, après le vote de confiance au gouvernement quelques secrétaires d'État.

... pour la même politique!

Derrière ce changement de personnel, ce gouvernement garde le même cap et sans trop de surprises poursuivra la même politique pour le Medef, contre le monde du travail. Sans attendre son discours de politique générale à l'Assemblée nationale, Valls a déjà donné le cap de son gouvernement: la sacro-sainte «réduction des déficits» et la mise en place du «Pacte de responsabilité». Certains à droite se réjouissent même de ce nouveau gouvernement, en particulier de la nomination

de Valls, comme c'est le cas de Raffarin, de Devedjian ou même le héraut de la Sarkozie, Frédéric Lefebvre, qui a dit le lundi 7 avril «attendre le discours de politique générale du Premier ministre et n'écarter aucune éventualité»... On piaffe d'impatience pour la suite! Ne tirant évidemment aucune leçon des élections municipales, derrière l'écran de fumée d'un futur Pacte de solidarité, le gouvernement Hollande-Valls continue l'entreprise anti-sociale largement entamée par ceux qui les ont précédés. Nous n'avons donc rien à attendre de cette nouvelle équipe. Raison de plus pour réussir le 12 avril, et lui donner des suites.

Sandra Demarcq



Le chiffre Trois sur quatre

Trois femmes en couple sur quatre gagnent moins que leur conjoint, en tenant compte des revenus d'activité (salaires, revenus des indépendants) et de remplacement (chômage et retraites). La présence d'enfant dans le couple va de pair avec des temps partiels plus fréquents pour les femmes qui occupent un emploi.

Source: INSEE en 2011.



Agenda

Samedi 12 avril, manifestation unitaire, Paris. Marche contre l'austérité, pour le partage des richesses, à 14 h place de la République.

Judi 1^{er} mai, fête du NPA 67, Strasbourg. À partir de 12 h, buvette, grillade, repas... dans la salle et le jardin de l'Ares (10 rue d'Ankara, esplanade Strasbourg).

Samedi 3 mai, fête du NPA 75, Paris. À partir de 13 h, débats, film, expos, buvette, repas, spectacle pour enfants, concert... Salle Olympe-de-Gouges (15 rue Merlin, Paris 11^e).

24-27 août, 6^e Université d'été du NPA, Port Leucate. Accueil à partir du samedi 23 août à 14 h, et départ le jeudi 28 août après le petit déjeuner.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

J'appelle le président de la République et le gouvernement français à défendre sans ambiguïté l'honneur de la France, de son armée, de ses diplomates.

ALAIN JUPPÉ, ministre des Affaires étrangères de 1993 à 1995 sur son blog le samedi 5 avril.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0414 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ROMS **Valls, ferme-la!**



Valls montre les Roms du doigt. DR

L'arrivée de Manuel Valls à Matignon a presque coïncidé avec une autre nouvelle: l'annonce du procès qui se tiendra le 5 juin prochain au tribunal de grande instance (TGI) de Paris, où Manuel Valls doit comparaître comme prévenu, suite à une plainte de l'association «*La voix des Roms*».

Announced le 31 mars, celle-ci attire à nouveau les projecteurs sur les propos qu'avait tenus Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur, le 24 septembre 2013 sur les ondes de France Inter. Le ministre, à l'époque souvent comparé à Nicolas Sarkozy, avait alors déclaré que les Roms sont «*des populations qui ont des modes de vie extrêmement différents et qui sont évidemment en confrontation*» (avec ceux des Français), et que «*les Roms ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie*». Il avait ajouté: «*J'aide les Français contre ces populations, (et) ces populations contre les Français*»... Ces propos reviennent de façon claire à cultiver, voire biologiser certaines réalités sociales. En fait, le ministre avait supposé que les groupes en question – il avait auparavant surtout évoqué les habitants des bidonvilles installés autour des grandes villes, notamment en Île-de-France – avaient «*des modes de vie*», présentés comme étant forcément inhérents à «*ces populations*». Or, les réalités sociales auxquelles il fait en partie allusion (habitat précaire sous forme de baraques improvisées ou caravanes, «*débrouille*» économique, économie de survie...) sont surtout le produit de l'exclusion sociale et économique dont la majorité des Roms font l'objet. D'abord dans les pays de l'Europe du Sud-Est où ils vivaient majoritairement, puis dans le reste de l'Europe où ils arrivent depuis l'ouverture des frontières en 1989. Le constat prétendument «*naturel*» que les modes de (sur)vie – reflet de cette situation d'exclusion – constitueraient un trait de caractère soi-disant immuable du peuple Rom, racialise cet état de fait.

Condamnation impossible...

Le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) avait déposé une plainte contre Valls devant la Cour de justice de la République le 12 novembre 2013. L'association antiraciste avait qualifié les propos d'«*incitation à la haine raciale*». Or, au bout de seulement un mois, la CJR avait classé sans suite cette plainte. Le MRAP avait peu d'illusions sur le sort de sa plainte: cet organe judiciaire est majoritairement composé d'hommes et femmes politiques, délégués par le Parlement et issus des grands partis PS et UMP. S'agissant de propos, actions ou comportements d'un ministre dans l'exercice de ses fonctions, la CJR était le seul et unique juge compétent.

«*La voix des Roms*» a choisi la plainte par «*citation directe*» devant le TGI. Du point de vue juridique, celle-ci n'a aucune chance d'aboutir: Valls ayant parlé en tant que ministre de l'Intérieur, le tribunal va se déclarer incompétent, car seule la CJR est compétente. Pour le MRAP et «*La voix des Roms*», il s'agit surtout d'attirer l'attention de l'opinion publique sur des propos graves tenus par un ministre, devenu entre-temps chef du gouvernement.

Bertold du Ryon

12 AVRIL **Ça marche fort!**

La marche de ce samedi 12 avril, au départ initiée par le NPA, s'affirme de plus en plus comme une riposte majeure à la politique du gouvernement PS-Medef quelques jours après la validation par le Parlement de la politique de combat antisocial de Valls. Et dans de nombreuses villes des collectifs, des réunions unitaires préparent la montée sur Paris...

Affiches locales, tracts unitaires, appels autour de thèmes, positionnements spécifiques, se multiplient, mettant en lumière un rassemblement des ras-le-bol sur tous les terrains et sous tous les angles.

Débats syndicaux

En dépit du rappel à l'ordre de la direction confédérale, des structures fédérales, départementales, locales de la CGT, rejoignent l'appel des 200, le plus souvent à partir des préoccupations des salariéEs concernéEs, des mobilisations actuelles ou récentes. Malgré les réticences de la direction de la FSU, de nombreuses structures, locales ou sectorielles, s'inscrivent dans la démarche du 12 avril. De façon différente, des réticences se font aussi jour à Solidaires pour s'associer complètement à une initiative perçue comme étant à l'initiative d'organisations politiques et sujette à des contenus et prolongations empiétant sur les prérogatives syndicales. On retrouve ces mêmes hésitations dans les associations qui, le plus souvent, contournent la difficulté en proposant leur propre texte d'appel, centré sur leurs préoccupations, en plus de l'appel national.

Gauche sociale et politique?

D'une façon générale, le développement de la mobilisation pose la question des rapports du politique avec le social, et ce d'autant plus que la marche va avoir lieu entre deux échéances électorales qui mettent en évidence la profonde crise de représentation politique, notamment dans l'électorat populaire, illustrée par la progression régulière de l'abstention, et celle du Front national. Lors de la dernière réunion de la commission exécutive confédérale CGT, Thierry Lepaon, plantait le décor: «*Je pense qu'on ajoute de la confusion et que des camarades se réfugient derrière le syndicat, la CGT, pour ne pas s'engager politiquement. C'est plus facile sans doute dans des périodes d'y aller avec un autocollant CGT qu'un autre. Mais la CGT, ce n'est pas le rempart pour se masquer, il faut assumer ses engagements*». Si la réponse massive des militantEs de la CGT se reflète dans l'engagement de nombreuses structures et au-delà de nombreux militantEs dans la construction de la marche, le débat laissera des traces importantes, comme avait pu le faire celui autour du TCE en 2005.

Sur le terrain politique

D'autres débats traversent les collectifs unitaires, notamment autour de la montée à Paris. Depuis de nombreuses années, les cortèges sont parfois plus significatifs en régions qu'à Paris. De plus, en particulier dans des villes où le Front national a fait de gros scores (Perpignan, Marseille, Avignon), il y a la volonté de profiter de l'occasion pour (re)prendre la rue, (re)donner une visibilité à une dénonciation «*de gauche*» de la politique du gouvernement qui laboure le terrain pour le FN. À l'image des manifestations contre le dernier «*Jour de colère*» de l'extrême droite le week-end dernier, l'ampleur des cortèges sera le signe de l'ancrage de cette révolte de gauche, au-delà de Paris.

Enfin, les stratégies politiques percutent la mise en place de la mobilisation. C'est notamment le cas pour le PCF qui, mécontent d'avoir dû accepter que l'initiative soit portée par une réelle mobilisation unitaire débordant sa perspective centrée sur les européennes, ne peut s'empêcher de tente d'accaparer le succès de la mobilisation. Quasi quotidiennement, l'Humanité martèle l'idée que la marche est à l'appel du PCF et



simplement soutenue par d'autres, pendant que les initiatives locales sont soit boycottées, soit organisées de façon sectaire par ses seuls militantEs. Si l'attitude des autres organisations du Front de gauche est plus diverse, on perçoit la volonté de contrebalancer le poids du PCF en s'appuyant sur la volonté unitaire malgré les difficultés.

Continuer pour gagner!

Ces stratégies pèseront sur les suites nécessaires au 12. L'ampleur et la tonalité de la Marche et de ses répliques locales indiqueront les possibilités de s'opposer concrètement, immédiatement, à la politique du gouvernement et singulièrement à la version relookée du Pacte de responsabilité. Il faudra faire vite, faire fort. Il faudra que la colère, la volonté de mettre un coup d'arrêt aux reculs sociaux imposent le dépassement des stratégies boutiquières ou électoralistes. **Robert Pelletier**

EÉLV **Sortir du gouvernement mais sans s'y opposer**

Europe écologie les Verts ne participe donc plus au gouvernement avec le Parti socialiste. C'est par sept voix contre, cinq abstentions et trois pour, que le bureau exécutif a refusé l'entrée dans le gouvernement de Valls...

Si pour les militantEs, le boa Valls est vraiment trop gros à avaler, les élus – sénateurs: Jean-Vincent Placé, André Gattolin, Ronan Dantec, députés: Barbara Pompili, François de Rugy et François-Michel Lambert ou eurodéputés: Karim Zéribi et Daniel Cohn-Bendit – quant à eux en demandent encore.

Les promesses de Valls

Ce n'est pas de gaieté de cœur que la direction a décidé de suivre les ministres sortant, Cécile Duflot et Pascal Canfin, qui ont annoncé qu'ils ne seront pas d'un exécutif Valls, pour cause d'orientations politiques divergentes. Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale du parti, s'en excuserait presque: «*J'assume parfaitement la décision qui a été prise, mais je n'en suis pas pour autant heureuse car nous ne voulions pas en arriver là*», laissant la porte ouverte à Valls: «*Sa proposition était solide et correcte. Il a fait la proposition que François Hollande ne nous a pas faite en 2012. Manuel Valls veut réussir comme Premier ministre et il souhaitait que l'on entre dans ce gouvernement. Mais ce que nous disons aujourd'hui, c'est qu'avant de prendre des postes, nous attendons des actes. Sur les questions de transition énergétique, il nous a dit ce matin des choses très fortes...*» Effectivement, le gouvernement Valls est, dès sa constitution, fragile. Il dispose d'une faible majorité et est

LE PROGRAMME D'EÉLV



prêt à promettre beaucoup – transition énergétique, proportionnelle... et même de bouger par rapport à Notre-Dame-des-Landes – pour se concilier EÉLV.

Pas au gouvernement... mais surtout pas dans l'opposition

L'ex-ministre du Logement déclare que «*avoir un ministère de l'Écologie sans changement de cap, c'est avoir un couteau sans lame*» et dénonce la politique de Hollande «*où le*

verbe et la communication sont plus que les actes». Mais elle maintient que les écologistes «*ont vocation à exercer le pouvoir*» et se situe dans la perspective d'un «*rapport de forces différent*» dans un éventuel «*futur gouvernement*»...

Comme en écho aux paroles d'Emmanuelle Cosse, «*la confiance ne va pas de soi, mais nous avons envie de la donner à nos partenaires*» ou encore «*je me situe dans la majorité présidentielle. Je ne suis pas là*

pour faire une opposition stérile», la majorité des parlementaires a voté la confiance à Valls alors que le conseil fédéral des Verts s'était prononcé à 83% pour l'abstention lors du vote de confiance au gouvernement. Pas plus dans la rue qu'au Parlement, EÉLV ne constitue une opposition de gauche. Là encore, la secrétaire nationale dit clairement les choses: «*nous ne serons pas présents le 12 avril. Même sans être membre de ce gouvernement, je ne souhaite pas qu'il échoue*».

Pour une opposition de gauche antiproductiviste

Jacques Boutault, Alain Coulombel, Annie Lahmer, Élise Lowy, Jérôme Gleizes, Véronique Dubarry... appellent à la marche du 12 avril et c'est une excellente nouvelle. Ils affirment que leur «*présence dans la rue le 12 avril prochain est cohérente avec la décision d'EÉLV de ne pas participer au gouvernement de Manuel Valls*». Optimisme aveugle ou ironie?

L'antiproductivisme de gauche n'est pas compatible avec l'orientation d'EÉLV. Il ne peut se situer qu'en opposition frontale à un gouvernement «*ni de gauche, ni socialiste, ni écologiste*» comme le fait l'appel «*Ras-le-bol du productivisme!*»¹ lancé par des militantEs associatifs, syndicaux et politiques de différentes organisations: NPA, PG, Ensemble!, MOC, PPLD... À suivre. **Christine Poupin**
1 – <http://www.antiprod.net>

TUNISIE

Jugement de complaisance des policiers violeurs

Le 3 septembre 2012, Meriem, jeune femme tunisienne, a été violée par deux policiers sous la surveillance d'un troisième qui a essayé dans un premier temps d'extorquer de l'argent à l'ami de Meriem. Cette agression abominable a suscité de vives réactions en Tunisie et au-delà de nos frontières. Commis par des agents de police censés protéger les femmes, ce viol a mis en lumière toute la résistance de la société et de ses institutions à reconnaître un crime odieux.



Le 31 mars devant le tribunal de Tunis. DR

Le porte-parole du ministère de l'Intérieur a parlé du caractère immoral de la situation de la jeune fille (avec son petit ami à une heure tardive!), et le parquet a tout simplement porté plainte contre la victime pour outrage à la pudeur. C'est grâce à une campagne nationale et internationale que cette plainte a été classée.

Un procès à charge... contre la victime!

Lors du procès des policiers, les avocats des agresseurs se sont de

nouveau attaqués à la victime parce qu'elle aurait auparavant eu une activité sexuelle, comme l'a précisé le médecin expert à la demande du juge d'instruction... Ce n'est donc pas une femme «pure»! En dernière analyse, si elle a été violée, elle le méritait donc bien. On a continué à fouiller dans la vie de Meriem, et un autre avocat a voulu discréditer ses propos parce que, enfant, elle avait été victime d'abus sexuel: elle ne serait donc pas crédible! Rien n'est dit par rapport aux faits, c'est la victime qu'on attaque, c'est la femme qu'on lynche!

Après un long procès (qui a duré plus d'une année), les deux policiers violeurs de Meriem ont été condamnés à 7 ans, le troisième policier – complice – condamné à 2 ans. Le juge ne pouvant pas nier les faits, il prononce un verdict qui accuse tout de même implicitement la victime, exprimant à la fois de la complaisance envers les violeurs et surtout un regard et une attitude patriarcale et misogyne. Au-delà de la sentence, dont la durée est jugée insuffisante, l'inculpation des policiers est un acte important: c'est l'aboutissement d'un long combat de Meriem, de son ami, des féministes et de tous les défenseurs des droits des femmes.

Violences, discours rétrogrades et intimidations

Le viol de Meriem met en lumière l'état de la discrimination à l'égard des femmes en Tunisie. Ce rapport de domination patriarcale se manifeste par une forte présence des violences faites aux femmes en Tunisie. En effet l'enquête nationale réalisée en 2010 trouve que 47,6% des femmes tunisiennes ont été victimes d'une forme de violence dans leur vie. La violence sexuelle concerne 15,9% des femmes. Face à cette violence, les différents

gouvernements d'avant la révolution et ceux qui ont succédé n'ont toujours pas mis en place une stratégie de lutte contre les violences faites aux femmes. Ce sont les associations et essentiellement l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD) qui accompagnent les femmes et dénoncent les violences. Une campagne contre les violences sexuelles a été lancée l'année dernière face à la recrudescence de ces violences, face à l'émergence d'un discours rétrograde contre les femmes par des extrémistes religieux, mais aussi face à l'intimidation des femmes par la police dans l'espace public.

La mobilisation doit s'approfondir

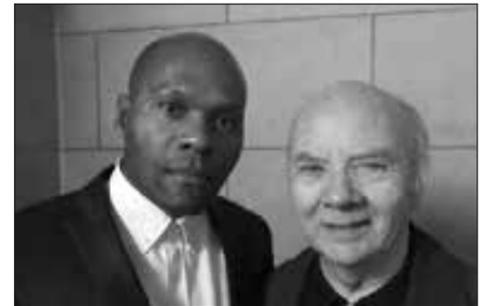
La Constitution tunisienne récemment adoptée stipule dans l'article 46 que l'État s'engage à prendre les mesures nécessaires pour lutter contre les violences faites aux femmes. La bataille actuelle est de rendre cet article effectif. D'ailleurs cela concerne les autres articles aussi concernant l'égalité entre les citoyennes et les citoyens (article 20), l'égalité des chances ou l'application de la parité (article 46).

La lutte des femmes tunisiennes, qui a permis d'éviter le pire dans la Constitution («complémentarité» de la femme avec l'homme et non pas égalité des sexes, la Charia comme source de loi...), s'avère de plus en plus fondamentale pour permettre aux femmes de continuer la lutte pour l'égalité, la justice sociale et la liberté, loin de toutes formes de discrimination et de violences à leur égard. Pour l'affaire de Meriem, une plus forte mobilisation devrait s'organiser pour le procès devant la cour d'appel. Restons vigilantes!

De Tunis, Ahlem Belhadj (militante féministe)

GUADELOUPE

(In)justice néocoloniale



Ruddy Alexis et Monseigneur Gaillot. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Lundi 31 mars, le procès en appel de Ruddy Alexis était censé s'ouvrir au Palais de justice de Paris (cf. L'Anticapitaliste n°236). Il avait été accusé du meurtre de Jacques Bino, syndicaliste et membre du LKP, tué par balles pendant le grand mouvement de 2009 en Guadeloupe...

La police a arrêté plusieurs personnes pour finalement inculper Ruddy Alexis de meurtre: 44 mois de préventive, dont 27 à l'isolement, pour finir par être acquitté, à l'unanimité des jurés, lors de son procès en première instance. Ce procès s'est tenu au tribunal d'instance de Basse-Terre. L'opinion publique guadeloupéenne s'est largement solidarisée de Ruddy Alexis. Mais le Parquet, qui avait besoin d'un coupable pour éviter une enquête plus approfondie sur le rôle de la police dans cette période critique, a fait immédiatement appel du jugement, et a décidé de délocaliser le procès en appel, en le «dépayasant» à Paris. Le comité de soutien de Ruddy Alexis, sa défense, une large partie des forces politiques et syndicales de l'île, se sont opposés à cette décision néocoloniale. Élie Domota, porte-parole du LKP et secrétaire général de l'UGTG, ainsi que le maire de Pointe-à-Pitre ont pris position contre. Il existe une cour d'appel créée précisément pour répondre à l'éloignement. Et qui peut croire que la justice sera mieux rendue à Paris qu'à Basse-Terre?

Cette délocalisation a eu pour conséquence immédiate la fragilisation de la défense. Les transports et l'hébergement à Paris sont à la charge de l'accusé. Ils concernent l'inculpé mais aussi ses avocats, les témoins de la défense qui sont limités à 5, alors qu'une vingtaine avaient été sollicités en première instance. Et le procès en appel dure plus de 10 jours!

Arrêté, relâché... condamné?

Le lundi 31 mars, Ruddy Alexis, actuellement au chômage, s'est présenté au tribunal de Basse-Terre, en disant qu'il n'avait pas les moyens d'aller à Paris et qu'il était à disposition de la justice. Il a été immédiatement arrêté et embarqué en avion pour Paris sous mandat d'amener. Il y est arrivé le mardi matin. Impossible pour le juge des libertés et de la détention de le garder au dépôt puisque acquitté, impossible de le mettre en centre de rétention parce que Français: il a donc été relâché vers 16 heures mardi 1^{er} avril et s'est retrouvé sur le trottoir avec sa valise, seul! Alerté par le comité de soutien, Monseigneur Gaillot a accepté d'héberger Ruddy Alexis dès le premier soir et ce pour toute la durée de son procès.

Et que dire d'une cour, de ses jurés, tous parisiens, appelés à juger un monde qu'ils ne connaissent pas? L'interrogatoire des témoins qui n'ont pu venir se fait par visioconférence. Résultat: des cadrages mal faits (l'un des témoins est à peine visible tant il est déporté sur la droite de l'écran), un temps de transmission très long ce qui amène le président à reposer sa question au moment où la réponse lui revient, ce qui rend le tout inaudible... Un ensemble de difficultés techniques qui poussent le président à réduire l'interrogatoire à un QCM, où le témoin répond finalement par oui ou par non. Et ne parlons pas des parties du dossier formulées en créole, non traduites et donc incompréhensibles par la cour!

Tout ceci condamne cette justice prétendument indépendante. L'État français veut manifestement la condamnation de Ruddy Alexis.

JMB

UKRAINE L'après-Ianoukovitch et ses mutations

C'est dans l'opacité politique des changements superficiels d'étiquettes que se dérouleront les prochaines élections présidentielles prévues le 25 mai.

Tous les partis ont été affectés par «Maïdan», sans clarté sur les recompositions en l'absence d'élections législatives et d'un processus constituant. Ce n'est pas un «putsch fasciste» mais un vote majoritaire du Parlement, avec le basculement de bon nombres d'oligarques et députés du Parti des Régions de Ianoukovitch qui a conduit à sa destitution le 22 février – à la suite de dizaines de morts dont il porte probablement une responsabilité majeure selon l'enquête à ce sujet. Mais les dirigeants présumés de «l'opposition pro-européenne» ne sortent pas confortés de ces événements: le discrédit semble affecter y compris Ioulia Timochenko, l'ex-égérie de la «révolution orange» de 2004, libérée sous pression de l'UE en espérant qu'elle maîtriserait «Maïdan». Même l'ancien boxeur Klitschko a préféré se désister en faveur de l'outsider qui monte dans les sondages, Petro Porochenko, le «roi du chocolat», un riche oligarque.

Mutations d'extrême droite

Si le parti d'extrême droite Svoboda a quatre ministres dans le

gouvernement provisoire, les pratiques musclées de ses députés contre «les Russkoff», de même que la loi heurtant de plein fouet les russophones – bloquée par le président, mais exploitée par Poutine en Crimée – sont devenues inopportunes pour la stabilisation du nouveau pouvoir et pour ses soutiens internationaux. Si les Berkouts (milices) du régime ont été démantelés, les tensions montent entre le ministre de l'Intérieur Arsen Avakov – chargé par le parlement de désarmer les groupes para-militaires – et l'autre composante d'extrême droite, Pravyi Sektor. Celle-ci l'accuse de l'assassinat d'un dirigeant de son organisation, Oleksandr Mouzytchko. Il était suspecté par Moscou d'attiser avec un autre dirigeant, Dmitri Iarosh, des attentats anti-russes en Tchétchénie. Pravyi Sektor s'est déclaré en parti, avec Iarosh pour candidat aux élections de mai. Il s'attache à contrer la propagande de Moscou dans les régions de l'Est en mettant l'accent sur l'indépendance de l'Ukraine, contre tout rapprochement avec l'UE «décadente». Sa rivale Svoboda milite au contraire pour une



Iarosh, le leader d'extrême droite... DR

«Ukraine européenne» contre les russophones «asiatiques», au prix d'une rupture avec le Front national qui soutient Poutine...

«Aides» empoisonnées

«Un des aspects les plus choquants de l'aide russe est qu'elle permettait au pouvoir de s'affranchir d'un programme du FMI», regrettait le Figaro le 28 février. Qu'il se réjouisse: Moscou vient d'annuler tous les accords de décembre, mais joue les offres de baisses tarifaires vers les populations russophones – assorti de déploiement militaire – pour négocier une fédéralisation de l'Ukraine.

L'UE s'en est remise au FMI pour «sauver» le pays de la cessation de paiement. Le Fonds lui accordera entre 14 et 18 milliards de dollars, moyennant une augmentation de 50% des prix du gaz le 1^{er} mai et le gel des salaires et retraites des fonctionnaires.

Si les populations du pays s'emparent de ces enjeux, elles pourraient faire payer les oligarques et protéger l'indépendance et l'unité du pays, par la conquête de droits sociaux et nationaux égalitaires qui ne sont défendus ni en Russie ni dans l'UE. Elles oeuvreraient aussi au retrait des troupes russes et au démantèlement de l'Otan.

Catherine Samary

Agroécologie paysanne ou agriculture productiviste ?

La comparaison entre l'agriculture productiviste et l'agroécologie paysanne permet de comprendre les logiques, les processus, et vers où elles nous mèneraient. L'agriculture productiviste n'est pas une fatalité et l'agroécologie modifiant l'ensemble de notre société est un vrai projet anticapitaliste.

L'agriculture productiviste, ni écologique ni sociale

Dans l'agriculture productiviste, l'unité de base est l'exploitation agricole. Des décisions « prises ailleurs » s'imposent avec pour objectif toujours plus de volumes et des prix toujours plus bas, cela pour une rentabilité financière maximale.

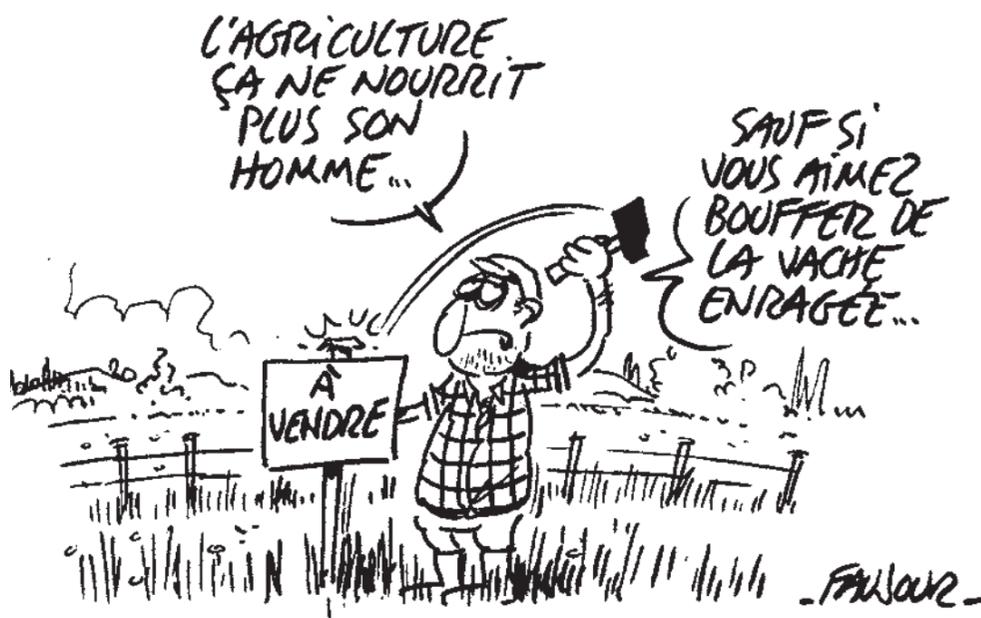
Les exploitants n'arrivant plus à augmenter les rendements depuis les années 80-90 avec le paquet technique de la révolution « verte », la seule manière d'augmenter les volumes par travailleur est l'agrandissement. Il s'ensuit un besoin constant de recapitaliser, surtout par l'emprunt. Les banques ont alors un énorme pouvoir dès le premier problème de trésorerie. Pour les ventes, les gros volumes ne peuvent être écoulés qu'en filières longues. Les exploitants sont alors dépendants des opérateurs en amont de la filière. Quant aux prix de vente, ils sont écrasés par les cours mondiaux et l'hégémonie de la GMS (Grande et moyenne surface) dans les négociations. Rappelons que les denrées alimentaires de base subissent des spéculations en bourse, induisant famines et émeutes de la faim comme en 2008.

Pour les exploitants, les prix de vente ne permettent pas de vivre financièrement de leur travail, notamment en grandes cultures et en élevage où les subventions représentent de 50 à 100% des revenus. Le recours aux subventions de la PAC (politique agricole commune), avec ses conditions, entraîne un pilotage bureaucratique des exploitations.

La triple exclusion des paysans

En pratique, les intrants ne cessent d'augmenter (mécanisation, carburant, pesticides, désherbant et matériel génétique sélectionné), avec leurs impacts écologiques (pollutions, réchauffement global et perturbations locales) et sur la santé humaine (cancer, fertilité, etc.). Sur le plan moral et psychologique, le niveau de souffrance est énorme, les perspectives moroses (500 suicides sur 3 ans entre 2007 et 2009³). Nombre de parents dissuadent leurs enfants de reprendre. Le vieillissement de la population s'accélère. La population agricole continue sa chute vertigineuse.

La définition du développement est une notion essentielle qui structure la société. Certains penseurs ont tenté de retracer l'origine et les conséquences de cette vision¹. Les nuisances sociales, écologiques et humaines sont particulièrement marquantes dans le domaine agricole. L'accumulation du capital, soutenue par l'idéologie du productivisme, a joué un rôle majeur dans la destruction de la paysannerie dès le milieu du XIX^e siècle, processus qui s'est accéléré après la Seconde Guerre mondiale. Et pourtant aujourd'hui, les paysans ne sont toujours pas morts, Silvia Pérez-Vitoria parle même d'un retour des paysans².



Depuis les années 50, le terme de « massacre paysan » peut être utilisé. François de Ravignan⁴ parle de la triple exclusion des paysans : celle du foncier, des moyens de production et du marché. Le modèle productiviste a montré son incapacité à nourrir la planète. Le marché de la faim permet seulement à ceux qui en ont les moyens d'acheter leur nourriture. Pour De Ravignan, le problème de la faim dans le monde est un problème d'exclusion, non pas de production quantitative ou de distribution alimentaire. Le productivisme et le capitalisme sont les responsables. L'agriculture productiviste est vouée à un échec certain, question de temps, de crise énergétique, climatique ou écologique, de révolution ou de révolte.

1 - F. Partant, *Que la crise s'aggrave*, Parangon, 2002 (réédition).

2 - Silvia Pérez-Vitoria, *Les paysans sont de retour*, Actes Sud, 2005.

3 - http://www.lemonde.fr/societe/article/2013/10/10/500-suicides-recensees-chez-les-agriculteurs-en-3-ans_3493464_3224.html

4 - François de Ravignan, *La faim pourquoi ? Un défi toujours d'actualité*, La Découverte & Syros, 2009.



Contre la... avant pr...

L'Union européenne et les États-Unis négocient en secret le grand marché transatlantique. Abolissant les barrières douanières tarifaires et non-tarifaires, il vise à démanteler les normes limitant les profits des multinationales. Grâce à une agriculture rendue « plus compétitive » par la médiocrité des protections sociales, sanitaires et environnementales, une structure agricole favorable (13 ha pour une ferme moyenne dans l'Union européenne contre 170 aux États-Unis, 57 emplois sur 1000 ha dans l'UE contre 6 aux USA), la déferlante de

produits agricoles étatsuniens poussera notre agriculture à s'engouffrer encore davantage dans le modèle agro-industriel, l'alimentation animale maïs-soja au détriment des prairies et protéines, la concurrence accrue et la contraction des coûts de production avec leur cortège de concentration croissante des exploitations, de spécialisation des régions et de réduction drastique des emplois agricoles. Circuits courts, pratiques agroécologiques, produits agricoles de qualité et agriculture paysanne seraient considérablement menacés. La porte sera ouverte à la volaille désinfectée au chlore, le bœuf aux hormones, le porc dopé à

L'agroécologie paysanne une rupture radicale

L'agroécologie paysanne constitue une rupture radicale avec le modèle dominant. La finalité est un renversement de valeurs, des pratiques agricoles et des rapports sociaux. En agroécologie, c'est une rationalité écologique et les choix. Les paysans, en communauté, réseau ou collectif, sont au cœur du processus décisionnel. L'unité de base est l'agroécosystème. Le modèle agroécologique n'est pas une simple approche d'agronomie écologique technocratique.

Il y a une recherche d'équilibre entre l'activité humaine et la biosphère. On cultive des plantes qui se reproduisent et qui sont adaptées au pays. On élève des races animales adaptées au contexte culturel et pédoclimatique. La complémentarité des cultures et des élevages sont recherchées. La diversité d'activités cherche à optimiser le potentiel du lieu. Des échanges de produits, de services, vont permettre une autre relation aux autres, d'entraide et de solidarité. Un large éventail de remèdes naturels, préventifs ou curatifs, permettent de soigner les plantes, les animaux et les individus. Le greffage, le potager, la basse-cours, etc. donnent une base alimentaire de subsistance pour l'agriculture familiale et

coopérative. C'est justement elle qui évite pour un tiers de la population mondiale, ceux économiquement définis comme « vivant avec moins de deux dollars par jour », le basculement de la « pauvreté à la misère » dont parle Majid Rahnema¹. La transmission de savoirs et savoir-faire populaires est d'une grande richesse. Des innovations sont faites par les paysans dans un processus créatif et d'adaptation selon les circonstances. Une telle approche demande évidemment un accès au foncier, dont l'usage est bien souvent plus important que la possession (S. Pérez-Vitoria). Or l'exclusion par le foncier est bien réelle. L'ancrage du mouvement social d'agroécologie au Brésil est, entre autres, basé sur le mouvement des paysans sans terre.

Des enjeux anticapitalistes

L'agroécologie est présente depuis plusieurs années dans la littérature scientifique (voir les travaux des chercheurs Miguel Altieri² ou Stephen Gliessman³). Les mouvements sociaux d'Amérique latine ont été pionniers, mais depuis 2008, des réseaux paysans internationaux comme Via Campesina et Via Campesina Europe utilisent et revendiquent l'agroécologie. Le terme est utilisé pour qualifier un modèle agricole et non pas un type d'agriculture en particulier, c'est une démarche, un processus demandant une réflexion sur la transition à opérer. Cela demande une profonde réforme agraire en commençant par la réforme de la PAC et la sortie des intrants chimiques (notamment pesticides et engrais) en moins



AGRICULTURE

La fuite en productiviste!

Dossier réalisé par la commission nationale écologie du NPA

la ractopamine et les OGM agricoles. C'est aussi la logique du projet de la «ferme» dite «des 1000 vaches» du groupe Ramery en installant la plus grande ferme-usine de France, concentrant 1000 vaches dans un bâtiment de 200 mètres. Elles produiront du lait à un prix cassé, leurs déjections iront servir de carburant dans un énorme méthaniseur de 1,5 Mw dont le digestat sera répandu sur 3000 ha de terres détournées de leur vocation alimentaire. Le bilan est prévisible: vaches emprisonnées, foncier gelé, lait bradé, paysans disparus et emplois précarisés, pollution des sols et de l'eau, risques sanitaires

et industriels. Le lait serait vendu 270 euros/t alors que les éleveurs ne s'en sortent pas au prix actuel de 350 euros/t: de nombreuses exploitations ne pourront survivre. Quant aux emplois, une dizaine seulement (précaires pour la plupart) seront créés pour gérer les animaux et la traite du lait, alors que les exploitations agricoles que le projet fera disparaître en comptent plus de quarante. Toute la filière laitière est menacée, le lait devenant un sous-produit de la méthanisation. La révolte dite «des Bonnets rouges» a éclaté dans une Bretagne en crise sociale et environnementale,

sinistrée par les plans sociaux de l'agro-industrie qui préfère les charettes de licenciements et les défilés incessants de camions sur les routes, les élevages industriels maltraitant les animaux et celles et ceux qui travaillent, les records de pollution durable des rivières et des eaux côtières. Le bilan du capitalisme et de son modèle agricole productiviste est catastrophique: ils nous précipitent dans le mur. Les crises sanitaires, sociales et alimentaires de ces dernières années condamnent ce système et appellent un nouveau modèle agricole qui sera agroécologique ou mortifère.

Modifier nos habitudes alimentaires, une nécessité

Les supermarchés regorgent de produits alimentaires, l'espérance de vie rallonge. De quoi se réjouir alors? Pas vraiment... Il est souvent difficile d'aborder la question de l'alimentation car cela renvoie à notre fonctionnement le plus intime (petite enfance, lien avec les parents...). Il faut néanmoins oser affronter la réalité: nous allons crever de la malbouffe!



Dans les années 50, les politiques agricoles mises en place ont contribué à modifier profondément les pratiques agricoles des paysans. Nourrir la population et entretenir les paysages n'étaient plus la priorité. Il fallait entrer dans la «modernité» et augmenter les rendements, transformer le paysan en «exploitant» agricole, en «manager» investissant comme un patron. La productivité agricole a augmenté considérablement, dopée par l'industrie chimique en plein essor (engrais, pesticides...) qui trouvait là une belle aubaine pour accroître ses parts de marchés et ses profits. La «révolution verte» faisait rentrer le monde agricole dans la «cage d'acier du capitalisme» (comme le dirait Max Weber)... Le constat aujourd'hui est clair: épuisement des ressources naturelles et des sols, déforestation et disparition des terres cultivables, augmentation alarmante des maladies dégénératives et cardiovasculaires, des cancers, du diabète et de l'obésité d'un côté du globe et malnutrition et famines de l'autre... Autant de signes qui nous obligent à changer des modes de production et de consommation alimentaires directement façonnés par le capitalisme.

industrialisant la fabrication des aliments, le capitalisme n'en finit pas de nous rendre malades. Surchargée en sucre, en sel, en matières grasses, en additifs de tout genre, la nourriture industrielle est contraire aux besoins physiologiques. Elle crée des déséquilibres graves, cause des dégâts irréversibles à la santé et à l'environnement et nourrit d'autant plus mal la population que le niveau de revenu est faible. Les plus riches sont aussi en meilleure santé aussi parce qu'ils ont une meilleure alimentation. Une inégalité fondamentale pour un élément vital. Prenons le cas de la viande, bon révélateur des dégâts causés par l'agriculture productiviste et le système agroalimentaire industriel. Sa production est hyper consommatrice d'eau (15 000 litres pour 1 kg de viande) et de terres cultivables (64%). Elle participe à la déforestation, en particulier au Brésil, en Argentine, au réchauffement climatique (agriculture et élevage = 1/4 des gaz à effet de serre). Le bétail consomme 50% des récoltes alimentaires et les excréments représentent 50% de la pollution des nappes phréatiques mondiales. Élevés en batterie, les animaux sont nourris d'OGM et gorgés d'antibiotiques qui se retrouvent dans la chaîne alimentaire et détériorent durablement la santé. Or la consommation de viande est passée de 30 kg/personne en 1919 à plus de 100 kg

aujourd'hui. Refusons le modèle imposé par les industriels de l'agroalimentaire, réorganisons nos consommations, apprenons à manger autrement.

Capitalistes hors de nos cuisines!

Le NPA revendique l'urgence nécessaire d'imposer, par les luttes, la réorientation de la politique agricole vers une logique de souveraineté alimentaire basée sur des fermes à taille humaine. Certains agriculteurs ont réussi à se mettre en marge au moyen de logiques autonomes et économes et de petites structures. Le développement des Amap (associations pour le maintien de l'agriculture paysanne), des marchés locaux, des circuits courts... sont des pistes intéressantes qui prouvent que ce que défend le NPA et d'autres peut se développer. Si nos vies valent plus que leurs profits, alors il faut virer les capitalistes de nos assiettes. Produire une nourriture saine, respectueuse de ceux qui la fabriquent et de l'environnement, est nécessaire. À la cuisine comme ailleurs, l'écologie apporte des réponses anticapitalistes radicales.

► Pour aller plus loin...

Voir la sélection de livres page 11.

Qu'y a-t-il dans nos assiettes? En transformant le mode de production agricole, en

ne,

ent du système et sociale qui guide base de la production nicienne.

de 10 ans. Au niveau international il s'agit de sortir «l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de l'agriculture» comme revendiqué par Via Campesina. Il va de soi que l'agroécologie paysanne est un positionnement politique qui engendre pour nous des enjeux et un projet de société anticapitaliste.

1- M. Rahnama, *Quand la misère chasse la pauvreté*, Paris, Fayard/Actes Sud, 2003.

2- M. Altieri, *L'agroécologie, bases scientifiques d'une agriculture alternative*, Paris, Debard, 1986. et *Agroecology: The Science for Sustainable Agriculture*, 2nd ed. Boulder, Colorado, Westview Press, 1995.

3- S. Gliessman, *Agroecology: ecological Processes in Sustainable Agriculture*, Chelsea, MI: Ann Arbor Press (1998) et *Agroecology of sustainable food systems*, London, CRC Press Taylor & Francis Group (2006).



La «bio» récupérée par le capitalisme vert?

Dans le contexte français, le mouvement d'agriculture biologique se définissait à l'origine par une rupture radicale avec le modèle productiviste dominant. La «bio» d'aujourd'hui n'a gardé de cette radicalité politique que l'interdiction des produits chimiques de synthèses. La «bio» est définie par la négative dans un règlement technique, contrôlé et certifié par des Organismes certificateurs (OC) pour fournir un marché. Les révisions successives du règlement courant des années 90 et 2000 sont toujours allées dans le sens du moins contraignant et favorisant la conversion de grosses exploitations

et l'agrandissement. Les GMS (grande et moyenne surfaces) réalisent plus de 50% des ventes des produits bio. Pour fournir le marché, ils n'hésitent pas à importer jusqu'à 80% des matières premières. C'est dire que la «bio» ne relève pas le défi de la souveraineté alimentaire par les populations locales, contribue largement au capitalisme vert et aux mécanismes d'exclusion sociaux: foncier, moyens de production et marché et à la pollution via le transport. La «bio» est devenu un signe de qualité parmi d'autres. Bref elle se fait de plus en plus souvent inaccessible aux plus démunis.



SÉCU ET SANTÉ Aller « plus vite »... vers la destruction ?

Au lendemain de la débâcle électorale du PS, François Hollande a annoncé un « pacte de solidarité » dont l'un des trois piliers serait « la Sécurité sociale, avec priorité donnée à la santé »... et a confirmé exactement l'inverse au cours de cette même déclaration.

Le Pacte de responsabilité est maintenu. Les patrons seront exonérés d'ici 2017 de 30 milliards de cotisations sociales, compensés par un plan de super austérité de 50 milliards d'économies sur la dépense publique, notamment dans la santé. Le président prétend « donner du pouvoir d'achat aux salariés » en réduisant les cotisations dites salariales : un pouvoir d'achat, apparemment créé par l'augmentation du salaire « net » obtenu par la réduction des cotisations « salariales », au détriment des cotisations sociales, la part socialisée du salaire qui sert à financer la Sécu. Ce que le salarié aura donc « gagné » d'un côté, il devra le reverser sous forme de réductions des prestations : remboursements, franchises médicales, diminution des pensions de retraite et des allocations familiales... et augmentation des tarifs des complémentaires-santé, des taxes et impôts. Avec pour conséquence la mise à la trappe de la solidarité organisée par la Sécu et le recours à l'assurance individuelle. C'est un marché de dupes !

Un aveu quasi officiel : il faut casser la Sécu !

Les anticapitalistes l'expliquent depuis longtemps : l'objectif des contre-réformes est de détruire la Sécurité sociale. Un rapport¹ du Conseil d'analyse économique, un organisme placé auprès du Premier ministre et présidé par celui-ci, vient d'être rendu public. Il préconise de supprimer purement et simplement la Sécu en l'éclatant en caisses régionales concurrentielles. « Deux versions d'un système unifié » sont envisagées. La gestion pourrait être confiée aux Agences régionales de santé ou « à des assureurs en concurrence régulée ». L'État aurait pour tâche de définir un panier de soins, pour la couverture santé en ville et à l'hôpital. Et, hors hospitalisation, les soins en-dessous d'un certain seuil ne seraient plus remboursés, avec une dérogation pour les plus pauvres. Sécu et santé vont donc être au centre du combat à mener. Pour le préparer et en montrer les enjeux, la diffusion de la brochure de

NPA « la Sécu, elle est à nous ! » est un outil indispensable².

J.C. Delavigne
et S. Bernard

1 - <http://www.cae-eco.fr/Refonder-l-assurance-maladie.html>

2 - En vente auprès des militantEs du NPA, à la librairie la Brèche (2 euros), par correspondance (3 euros port compris) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.



Hôpitaux en lutte : un pas important pour construire la mobilisation

Une centaine de syndicalistes, représentant 43 établissements, se sont retrouvés à Caen pour faire le point sur la situation dans les hôpitaux. Une même volonté de lutte s'est exprimée pour mettre en échec la casse organisée des établissements publics.

L'appel à une réunion nationale des hôpitaux est parti de l'Établissement public de santé mentale de Caen. Par deux fois, en 2013, l'EPSM de Caen s'est mobilisé contre le plan de « redressement financier » de la direction, un plan qui accumulait des mesures brutales contre les salariés : fermeture ou restructuration de services, suppression de jours de RTT... De plus, de nombreux établissements entraînent à leur tour en lutte contre les attaques de directions de plus en plus agressives. Voilà pourquoi les syndicats CGT et SUD de l'hôpital ont fait circuler dans tous les hôpitaux un appel à une réunion nationale : « Partout les hôpitaux souffrent des mêmes maux, les difficultés financières, et les directions imposent les mêmes remèdes : suppression de RTT, suppression d'emplois, fermetures de lits. (...) Aujourd'hui, l'heure n'est plus seulement à la contestation hospital par hôpital (...) mais bien de donner une réponse nationale à un problème national » et de mettre la question de la santé dans le débat public.

Partout les mêmes attaques

L'appel a rencontré un écho important. Vendredi 4 avril, une centaine de représentantEs se sont donc retrouvés à Caen, essentiellement des équipes CGT et SUD. Des représentantEs des



fédérations SUD Santé Sociaux et CGT Santé et Action Sociale avaient également fait le déplacement. Hôpitaux généraux et établissements psychiatriques étaient représentés à égalité, venus d'un peu partout en France : les hôpitaux de la région bien sûr, mais aussi Toulouse, Rennes, Perpignan, Angers, Paris, Quimper, Besançon... Un dizaine d'établissements qui ne pouvaient pas se déplacer avaient envoyé un message de soutien. Un succès ! Les témoignages se sont succédés pour montrer combien la situation est catastrophique. Partout les suppressions de postes, les fermetures de services, les mêmes attaques contre les droits. Comme à Toulouse, des hôpitaux s'endettent auprès des banques privées pour boucler leur budget, à des taux dépassant 3%, 5%, voire plus. Et les intérêts payés chaque année égalent le déficit ! Les personnels n'en peuvent plus mais les directeurs des hôpitaux continuent avec un cynisme inégalé, comme celui à Rennes qui interpelle ainsi les syndicats de son établissement : « Il y a encore

du muscle, on verra quand on arrivera à l'os ». Des directions de combat !

Plusieurs intervenants ont souligné que le « dialogue social » ne mène à rien. « Dans les instances, on proteste mais on ne nous écoute pas » dit un représentant d'un hôpital, et son voisin enchaîne ainsi : « c'est un rapport de forces national qu'il faut créer maintenant, en se coordonnant et en agissant ensemble ». « Avec les usagers », complète une syndicaliste de l'hôpital de Quimper. D'autant que le contexte politique y oblige. Le gouvernement est un « gouvernement de combat » qui va mettre en place le Pacte de responsabilité. Ce Pacte passe par 50 milliards d'économies dans les dépenses publiques, dont entre 5 et 10 milliards dans la santé.

Se coordonner et préparer une riposte nationale

L'assemblée s'est mise d'accord pour proposer une deuxième réunion nationale, à Paris cette fois, pour élargir et renforcer le mouvement. Ce sera le 22 mai à l'Hôtel-Dieu.

Les délégués ont adopté un appel rappelant les revendications : « L'assemblée générale exige l'annulation de la dette, l'abrogation de la loi HPST, la suppression de la Tarification à l'activité, l'augmentation des salaires, la titularisation des contractuels, l'embauche des personnels... ». L'appel se conclut par l'invitation à préparer une mobilisation nationale pour mettre en échec la politique d'austérité dans la santé. L'exemple de la « Marée blanche » des personnels de santé dans l'État espagnol a été cité. Une mobilisation exceptionnelle qui a gagné sur plusieurs points.

Cette réunion nationale a donc été très fructueuse. Les représentants des hôpitaux en sont repartis plus que jamais déterminés à construire cette indispensable et forte mobilisation. Sans doute un exemple à suivre dans d'autres branches, dans le secteur public mais aussi dans le privé, pour construire le « tous ensemble », seul capable de mettre en échec l'austérité.

Correspondants

MANTES-LA-VILLE (78) FN : après le choc, la colère

Au milieu de l'hécatombe électorale sanctionnant le PS dans les Yvelines (Poissy, Conflans, Rosny, Meulan...), entraînant Achères, historiquement PCF, le choc est à Mantes-la-Ville : seule ville d'Île-de-France avec un maire FN.

Il a été élu dans une quadrangulaire avec 30% des voix exprimées (2000 sur 12000 électeurs, soit 16,8% des inscrits, les 3 autres candidats recueillant entre 15,8% et 16,8% des inscrits)... On se rappelle l'agression physique de Le Pen père en 1997 contre l'ancienne députée-maire Annette Peulvast-Bergeal, ce qui lui a valu deux ans d'inéligibilité. 61 voix ont manqué à la maire PS, Monique Brochot,

ralliée par le Front de gauche au second tour, Annette Peulvast se maintenant. Voilà le prix de la lutte des égos, sur fond de dégoût et de colère contre Hollande.

Vigilance

Il faut maintenant faire face à ce jeune loup du FN, n'habituant pas la ville et inconnu de la population, dont le programme local consiste essentiellement à contrer le



DR

projet de mosquée. À l'appel de l'UL CGT et de Solidaires 78, rejoints par le PCF, le MJC, AL et le NPA, 500 personnes se sont rassemblées sous les fenêtres du premier conseil municipal le vendredi 4 avril, sous très forte surveillance policière. Des prises de parole, dont celle de notre nouvelle élue NPA aux Mureaux, ont rappelé le danger que constitue le FN, qui apparaît clairement quand il gère une ville. À noter

que les élus d'opposition de « gauche » se sont abstenus sur l'élection du maire au lieu de voter contre !

Les sifflets et les huées ont duré pendant tout le conseil. « Pas de fachos dans les quartiers, pas de quartier pour les fachos ! » « 1^{er}, 2^e, 3^e génération, nous sommes tous des enfants d'immigrés ! » « Les politiques antisociales font le lit du Front national ! » ont été scandés. Ambiance chaude et combative. Jeunes, habitantEs des quartiers populaires et militantEs du mouvement social sont partants pour la mise en place d'un comité de vigilance. Nous serons de ce combat.

CorrespondantEs
NPA Val de Seine

CONGRÈS DU SNES La direction critiquée ne rompt pas avec le gouvernement

Le congrès du SNES-FSU, syndicat majoritaire dans l'enseignement secondaire, s'est tenu à Marseille du 31 mars au 4 avril. Depuis 2012, l'éducation n'a pas été épargnée par les politiques d'austérité : gel des salaires, recrutements insuffisants, précarisation des conditions de travail...

La réforme de l'éducation prioritaire poursuit le laboratoire de déréglementation que la droite en a fait, et renforce le tri social à l'école. La réforme des statuts des enseignants est une attaque très grave : elle alourdit la charge de travail, permet

un allongement du temps de travail annuel, une définition en partie locale des services et renforce les hiérarchies.

Contre l'accompagnement, s'opposer

Depuis 2012, la direction nationale du SNES a accompagné ces politiques : elle

INTERDICTION DU TRAVAIL DE NUIT

Un parfum de victoire contre les patrons

Vendredi 4 avril, le Conseil constitutionnel, saisi par le parfumeur Sephora, a déclaré conforme à la Constitution la loi relative au travail de nuit. Cette décision fait prévaloir le droit au repos et à la santé des travailleurEs, garanties constitutionnellement, sur la liberté d'entreprendre, au contraire de celle, tant décriée, abrogeant le cœur de la loi Florange la semaine précédente.

C'est une bonne nouvelle pour l'ensemble des salariéEs du commerce, déjà en butte à la précarité et à l'extension des horaires de travail. L'intersyndicale CLIC-P, qui a fait de la lutte contre cette dernière son cheval de bataille depuis 2010, voit son opiniâtreté confortée. Comme à son habitude, le Medef hurle à la mort et demande, ni plus ni moins, que la Constitution soit modifiée pour permettre l'ouverture des commerces la nuit!

M. Reinhardt, le représentant patronal des Champs-Élysées, où est implanté le magasin Sephora, agite de son côté la menace de centaines de licenciements si les enseignes étaient amenées à respecter cette décision, ce que le CLIC-P compte bien faire en reprenant ses actions juridiques, à commencer par celle à l'encontre du parfumeur Marionnaud, ouvert jusqu'à minuit.

Morgue de classe

Non seulement il n'a été procédé à aucun licenciement depuis septembre 2013, date à laquelle Sephora a été condamné par la justice à respecter la loi, mais c'est tout bonnement impossible. En effet, comment justifier un licenciement pour motif économique tiré d'une violation répétée de la loi? Mais il y a plus encore: les 1000 salariéEs de Virgin mégastore, licenciés eux en juin 2013, après avoir pour la plupart travaillé sept jours sur sept et jusqu'à minuit, apprécieront la réaction de M. Reinhardt, par ailleurs ex-PDG de leur enseigne. Enfin, le député local UMP, Pierre Lellouche, qui a brillé par son absence lors de la lutte contre la fermeture du Virgin des Champs-Élysées, a déposé fissa une proposition de loi pour permettre l'ouverture des magasins en zone touristique passé 21 heures... Dans le même temps, le Conseil constitutionnel a abrogé l'article du code du travail qui conférerait un effet suspensif immédiat au recours administratif déposé par un syndicat à l'encontre d'un arrêté préfectoral autorisant l'ouverture dominicale d'un commerce. Cette décision, avant tout technique, n'empêchera pas de pouvoir continuer à attaquer ces derniers mais avec moins de célérité.

Le Conseil d'État, saisi par le CLIC-P, doit lui se prononcer de manière imminente sur la demande de suspension du nouveau décret autorisant le travail dominical dans le bricolage. Une nouvelle victoire permettrait de précipiter la construction d'un front syndical et politique pour refuser toute extension du travail dominical et constituerait un puissant ferment pour mobiliser les salariéEs. Qu'on se le dise!

LD



Sephora en plein jour... DR

SNCF

Grève victorieuse des aiguilleurs de Saint-Lazare

Du 30 mars au 2 avril, les aiguilleurs de la gare Saint-Lazare étaient en grève reconductible à l'appel de SUD-Rail. Ce préavis faisait suite à un projet de réorganisation.

En effet, la direction souhaitait opérer un transfert de charge des télé-afficheurs en gare, ce qui aurait eu pour conséquence une détérioration des conditions de travail – en augmentant la charge de travail des aiguilleurs alors qu'ils doivent déjà gérer un train toutes les 28 secondes – mais aussi du service public.

Comme dans toutes les réorganisations, la direction voulait en profiter pour supprimer des postes, alors que les effectifs sont déjà à flux tendu, rendant l'accord des congés, ainsi que les mutations, de plus en plus difficile. Les cheminots revendiquaient également des embauches en nombre suffisant pour faire tourner le service correctement.

Des cadres incapables...

Durant 3 jours, les grévistes se sont réunis en assemblées générales quotidiennes, réussissant ainsi à perturber le trafic Transilien de manière conséquente. Seulement trois trains sur quatre circulaient sur la ligne L du RER mercredi et un

train sur deux sur la ligne J, selon la SNCF. Et ce qui est amusant, c'est que c'est la direction qui a supprimé ces circulations, car les cadres remplaçant les grévistes n'arrivaient pas à gérer la totalité des circulations.

Au bout de ces 3 jours, la direction s'est résignée à plier. Même si cette dernière n'a pas lâché d'embauches supplémentaires par rapports aux prévisions de 2014, elle a au moins reculé sur la réorganisation et les suppressions de postes qu'elle avait prévu, et l'ensemble des embauches prévues pour 2014 seront réalisées avant le 30 juin.

Cela constitue une victoire et un exemple à suivre. A la veille de la grande bagarre contre la réforme du ferroviaire, c'est bien cette voie que les cheminots doivent suivre pour gagner sur leurs revendications: la grève reconductible et la lutte auto-organisée!

Correspondants

PHOTO THÉRIQUE ROUGE / MILO

RENAULT-LARDY (91)

Sales méthodes contre la grève du nettoyage

Pendant trois semaines, les salariéEs de PEI, entreprise de nettoyage du site de Renault-Lardy (centre d'ingénierie de 2000 salariéEs dans l'Essonne), étaient en grève pour protester contre la mutation de force de deux de leurs camarades.

La direction de leur société PEI veut s'en débarrasser parce qu'ils ont refusé les sales méthodes d'achat de syndicalistes qu'elle a l'habitude de généraliser. Ces deux représentants ont continué à remonter les revendications de leurs camarades.

Les grévistes de PEI ont mené une lutte d'autant plus difficile que les syndicats « maison » ont tout fait pour casser la grève. Dès le premier jour, 20 délégués d'autres sites PEI débarquaient pour faire en sorte que l'assemblée générale ne débouche pas sur une grève. Comme ils ont échoué, les voilà de retour deux jours après: ils distribuaient un tract accusant les deux représentants menacés de mutation de harceler leurs collègues!



DR

Présents à 6 ou 7 pendant toute la durée de la grève, les délégués véreux sont là tous les jours et finissent par obtenir, par tromperie, pressions ou promesses, qu'une partie des non-grévistes signe une pétition disant qu'ils sont harcelés. Cette manœuvre est utilisée par la direction de PEI pour mettre à pied les deux représentants et les convoquer à un entretien préalable à licenciement.

Direction mafieuse

Face à ces méthodes de gangster, au soutien inconditionnel et complice de la direction Renault, les 20 grévistes de Lardy ont mené une lutte exemplaire: s'adressant à d'autres sites sur lesquels PEI intervient, ils ont tissé des liens avec des salariéEs qui subissent eux aussi une dégradation de leurs conditions de travail. S'ils ont repris le travail la semaine dernière, faute d'une extension de leur mouvement, ils se tiennent prêts à repartir au combat quand la situation sera plus favorable.

Quant aux deux représentants qui attendent la sanction de PEI, ils sont déterminés à s'y opposer juridiquement et à dénoncer partout où cela sera possible les méthodes mafieuses de leur direction.

Correspondant

a participé à l'écriture des réformes tout en refusant de construire le rapport de forces, dans la rue et par la grève, pour porter les intérêts des personnels et des élèves. Pourtant cet hiver, les grèves en Île-de-France, à Aix-Marseille, ont illustré le ras-le-bol du secteur et le potentiel de lutte.

Au congrès, une opposition s'est exprimée montrant à des degrés divers une volonté de s'opposer au gouvernement: celle des tendances de gauche mais aussi de militantEs de la tendance majoritaire. Les dirigeantEs du SNES ont dû nuancer leur approbation des réformes du statut et de l'EP, accepter de préparer le syndicat à réagir aux dégradations des conditions de travail et d'étude qui « pourraient » en découler. Mais les militantEs critiques de la tendance majoritaire se sont satisfaits de ces concessions, pris dans la contradiction entre leur volonté d'orienter le SNES sur des bases plus combatives et

leur souci de préserver l'appareil du syndicat. Ces hésitations les empêchent à ce stade de mener le combat de façon organisée sur la durée. Et au final les textes votés laissent les mains libres à la direction nationale pour poursuivre poliment ses négociations avec le gouvernement.

Pour une rentrée de lutte

L'opposition s'est aussi manifestée concernant la « recomposition syndicale ». Alors que la direction nationale préparait une intégration bureaucratique dans la CGT, le congrès a voté l'inclusion de Solidaires dans les discussions. Cela peut être un point d'appui pour le refus d'une fusion par le haut dictée par les intérêts d'appareil liés à la représentativité et la recherche d'une place de choix à la table du « dialogue social », et pour une unification sur la base d'un militantisme commun sur le terrain et sur une ligne combative.

Il est d'autant plus nécessaire et utile de renforcer l'opposition dans le SNES, continuer à militer à tous les niveaux, dans les établissements et les sections syndicales, pour qu'une opposition s'exprime contre le gouvernement. Cela commence par pousser les sections syndicales à œuvrer pour la réussite des manifestations du 12 avril contre la politique du gouvernement et l'extrême droite.

Dans l'éducation, il faut continuer à combattre le décret Peillon sur les statuts et la réforme de l'éducation prioritaire, pour préparer une rentrée 2014 de lutte. Cette rentrée, prévue le 29 août, illustre la volonté du gouvernement d'augmenter le temps de travail. Cette provocation, liée aux conditions de rentrée difficiles, pourrait créer des conditions favorables pour construire la mobilisation et entraîner les collègues et le syndicat majoritaire dans la lutte.

CorrespondantEs

Dans le cortège du 18 mars à Paris. Photo:Thérique Rouge / Milo



Les comités en action!

Spécial 12 avril

Bordeaux (33). Le NPA a été à l'initiative des réunions unitaires pour préparer la manifestation, rejoint par Ensemble, le PG et AC! Gironde. Bien que sur la ville de Bordeaux, ces camarades aient fait le choix de ne pas se présenter avec nous aux municipales mais avec le PCF, nous nous sommes retrouvés pour cette riposte indispensable dans la rue.

Le Parti communiste a été le grand absent des réunions unitaires, mais cela n'a pas empêché une préparation commune. D'ailleurs, des équipes du PCF, mais aussi de la CGT (qui ont obtenu un vote à la CE de l'UD en faveur de la manifestation, malgré la position de la secrétaire départementale et de Lepaon lui-même!), de SUD, de la FSU, seront présentes, et une montée collective en bus avec le PCF a finalement été organisée.

Pour populariser la marche, un communiqué et des tracts sont diffusés unitairement. Le NPA a pris toute sa place dans cette démarche, et les équipes créées autour de la campagne municipale avec le PG, Ensemble et les Rouges Vifs, la FASE l'ont relayée partout.

Marseille (13). Depuis janvier, à l'initiative de l'UD CGT 13, un collectif regroupe CGT, FSU, Solidaires, NPA, PCF, PG, Ensemble, Rouges Vifs, Attac et associations. Ce collectif s'est donc emparé du 12 avril.

Mais malgré la signature de l'appel par des cégétistes connus, l'absence nationale de la Confédération a modifié la donne. La CGT 13 a donc proposé que la mobilisation soit déclinée à Marseille le 12 avril par une manifestation locale, rejoint par la FSU 13 et le PCF. Seuls Solidaires, le PG, Ensemble et le NPA souhaitaient réussir la manif nationale, sans s'opposer à la manif locale.

Or, après les résultats du second tour des municipales, la manif de Marseille a gagné en légitimité. Solidaires et Rouges Vifs ont finalement décidé de ne mobiliser que localement. Seuls le PG, Ensemble et le NPA tiennent à assurer la réussite des deux manifs.

Cela n'a pas empêché plusieurs militants CGT de signer l'Appel national au 12 avril, essentiellement à l'initiative du NPA. Mais la conférence de presse du collectif n'appelaient qu'à la seule manif locale, et même la proposition faite par le NPA au FdG d'appeler ensemble à la manif nationale n'a pas trouvé d'écho...

Strasbourg (67). Le NPA a lancé un appel pour l'organisation d'une réunion unitaire. Sont venus AL, le PG, la GA et Attac, auxquels se sont rajoutés par la suite le PCF (qui n'avait initialement pas répondu à notre invitation...), le PCOF et la FASE.

L'appel national faisant l'unanimité, nous avons convenu après discussion de préparer l'événement en trois temps. En amont, un rassemblement a été organisé (malgré son interdiction par la préfecture) le samedi 5 avril, dans le but non seulement de populariser l'appel, mais aussi (et surtout) de prendre la rue ce jour-là, car nous étions dans l'expectative de l'organisation locale d'un « jour de colère »... qui n'a finalement pas eu lieu! Un bus partira de Strasbourg le 12 avril pour participer à la manifestation sur Paris. Par la suite, l'idée d'organiser une réunion publique autour des thèmes présents dans l'appel national s'est imposée comme perspective de mobilisation à moyen terme.

Nantes et Saint-Nazaire (44). Le NPA a été à l'initiative d'une réunion unitaire, invitation adressée aux organisations signataires nationalement mais également à des non-signataires. Étaient présents le PCF, Ensemble, la GU et le PG. Plusieurs initiatives ont été lancées pour populariser l'appel et préparer la montée à Paris. Hormis les traditionnels collages et diffusions de tracts, un appel au soutien d'organisations ainsi que la constitution d'une liste de soutien visant principalement à associer des militants syndicaux ont été lancés.

Une conférence de presse a rassemblé l'ensemble des signataires locaux mais également des militants de Solidaires et de la CGT. À Saint-Nazaire, on note un bon accueil du tract sur les marchés. À Nantes, les retours sont plus nuancés. Des choses positives: une colère qui monte, les gens réagissent au mot « austérité » et le caractère unitaire de l'initiative bien accueilli. Parfois des déçus qu'il n'y ait pas de mobilisations locales. Deux cars sont prévus au départ de Saint-Nazaire et de Nantes.

Conseil politique national

De la rue aux urnes

La réunion du CPN des 5 et 6 avril se déroulait dans le contexte de l'après-élections municipales et de la période ouverte après la débâcle du gouvernement. Nos analyses et débats ont bien entendu porté sur nos responsabilités, tant pour la réussite du 12 avril que sur notre engagement dans la campagne des européennes.

L'ensemble des membres du CPN partageaient une analyse similaire en ce qui concerne la déroute du PS dans les villes. Cette déroute a traduit le rejet populaire du gouvernement et de sa politique, exprimé notamment par l'abstention massive, à hauteur de 60% dans certaines villes populaires, par la montée du FN qui s'implante avec plus de 1200 élus et 14 villes gagnées, et par le succès de la droite qui enlève 177 villes à la gauche! Malgré cela, le gouvernement reste sourd aux aspirations du plus grand nombre. Comme Hollande l'a répété, il va garder le cap, mais plus vite et plus fort, avec la nomination de Valls à la tête d'un gouvernement de combat.

Les ministres d'EELV quittent le gouvernement, mais ce parti refuse de s'engager clairement dans l'opposition. La crise n'épargne personne, la direction du PCF sort largement discréditée de cette élection où elle a largement joué l'unité politique avec le PS dans la moitié des villes de plus de 20 000 habitants. Et le Front de gauche ne paraît pas à ce jour une réelle alternative de gauche au gouvernement.

Nos propres résultats sont faibles. Sur une orientation indépendante face au gouvernement, avec des propositions anticapitalistes, nous avons pu être présents dans 87 villes dont 55 de manière unitaire. Nous avons donc 10 élus, et un score de plus de 10% dans une dizaine de communes. Cela a notamment permis de reconstruire des collectifs militants plus larges, en particulier pour préparer la Marche du 12 avril.

Anticapitalistes et unitaires

Le CPN a permis de mesurer l'engagement des camarades pour la réussite de cette journée de reprise de la rue, de reprise de l'initiative, de riposte, qui s'inscrit dans notre volonté de reconstruire de la façon la plus unitaire possible et sans rien renier de nos convictions, un rapport de forces en faveur de notre camp.

Nous inscrivons notre démarche pour les européennes dans cette même logique, anticapitaliste et unitaire. C'est pourquoi le CPN a décidé majoritairement « de s'adresser à toutes les forces politiques, avec lesquelles nous souhaiterions faire des listes unitaires,

en opposition à ce gouvernement, à la droite et à l'extrême droite et qui rejettent toute forme de nationalisme et de souverainisme ». C'est le sens de la lettre que nous avons envoyée à l'issue de ce CPN à l'ensemble des partis du Front de gauche et à Lutte ouvrière. Et nous nous préparons à nous présenter dans 5 circonscriptions si cette démarche échoue. C'est la

raison pour laquelle nous avons décidé de relancer la campagne financière qui reste une nécessité. Enfin, d'autres débats, tout aussi riches, se sont aussi déroulés pendant ce CPN: sur la situation très complexe en Ukraine, ainsi que sur le bilan de la rencontre nationale féministe, un texte pour l'intervention étant adopté.

Roseline Vachetta

Extrait de la lettre envoyée aux organisations

« Ces élections peuvent être l'occasion d'avancer dans le même sens pour porter les exigences du monde du travail, se faire l'écho de ses luttes, résistances et aspirations pour faire entendre une politique clairement indépendante des partis de la majorité gouvernementale qu'ils participent ou non au gouvernement Valls. Elles peuvent être l'occasion d'avancer dans le sens de la construction d'une opposition ouvrière et populaire au gouvernement Valls-Hollande; de faire entendre des voix en rupture avec les partis institutionnels, le PS et l'UMP, qui ont mis en place l'Europe de la Troïka, du TSCG initié par Sarkozy, et mis en place l'Europe du chômage et de l'austérité, des voix en rupture avec le monde des politiciens rejetés par l'abstention très souvent majoritaire dans les quartiers et les cités populaires en rupture avec cette Europe qui menace les droits des femmes, flattent les préjugés racistes contre les Roms et les immigrés. »

Les Nôtres

Josette Dal Gobbo

Josette nous a quittés à l'âge de 78 ans, vendredi 14 mars, après toute une vie au service de la classe ouvrière. Militante de la CGT, après avoir été au PCF, elle avait rejoint la LCR à la fin des années 90 avant de participer à la création du NPA.

Tout au long de ces années de lutte, Josette a participé à tous les combats, engagée jusqu'au bout contre l'injustice sociale, sans jamais renoncer à son sourire. Josette vivait à fond son engagement. Elle le vivait dans ses relations avec les autres, dans ses choix personnels et politiques. Intransigeante dans ses idées, détestant les compromis, elle était restée humble et curieuse, cherchant toujours à comprendre les mécanismes qui rendent ce monde si détestable et à approfondir les moyens pour le transformer fondamentalement. Cette militante communiste de toujours, se posant de plus en plus de questions sur ce qu'elle considérait comme un abandon des idées marxistes et révolutionnaires du Parti communiste, n'hésita pas à rejoindre la LCR dès la fin des années 90.

D'un dévouement indéfectible, elle a été disponible pendant longtemps en tant que défenseure du salarié pour accompagner devant les patrons les travailleurs menacés de licenciement.

Malgré ses faibles ressources, elle était restée généreuse vis-à-vis de ceux et celles qu'elle aimait. Elle



DR

avait même, il y a peu, tenu à aider financièrement le NPA et la liste sur laquelle elle était candidate. Fatiguée ces dernières années, ça ne l'a pas empêchée de continuer à être toujours accueillante, surtout pour les plus exploités. Et malgré sa santé fragile, elle avait tenu à être candidate sur la liste « Annecy résolument à gauche », son dernier défi militant.

Nous ne t'oublierons pas Josette. Le meilleur hommage que nous pouvons te rendre, c'est de continuer ton combat. Merci Josette pour ton exemple de vie et d'engagement. **Ses camarades de Haute-Savoie**

CAMPAGNE FINANCIÈRE 2014

DES EUROS POUR UNE AUTRE EUROPE

L'Europe des travailleurs et des peuples!

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

www.npa2009.org/souscription

Association de financement « NPA souscription », 2 rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil. Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA.

NPArguments | **Pour aller plus loin...**

Pour votre santé, évitez de manger trop gras, trop sucré, trop salé...

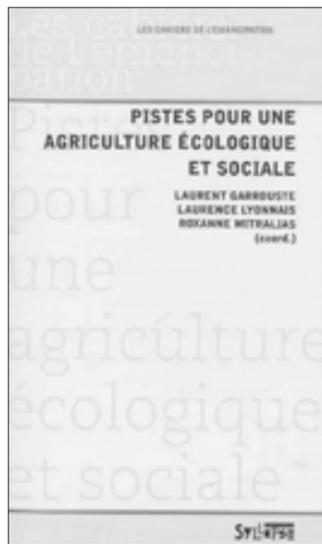
Ce petit slogan, légal et obligatoire, nous le retrouvons sur toutes les publicités pour les produits alimentaires... Il sert surtout d'alibi à ceux qui l'indiquent pour vendre leurs burgers, gâteaux, glaces et autres chewing-gums. Et d'ailleurs qui le lit encore? On a bien vu l'effet des placards menaçants sur les paquets de cigarettes dont le nom a été détourné en paquet de « nuit grave »... sans que leur consommation diminue pour autant. Voilà donc quelques lectures pour aller au-delà des slogans. Commission nationale écologie



Vive la malbouffe, à bas le bio!, Christophe Labbé, Jean-Luc Porquet, Olivia Recasens, Wozniak, éditions Hoëbeke, 2013, 16 euros.

Christophe Labbé et Olivia Recasens sont journalistes au Point, Jean-Luc Porquet et Wozniak sont respectivement journaliste et dessinateur au Canard enchaîné: ce n'est donc pas le militantisme qui les pousse à écrire sur le sujet de la malbouffe, mais un vrai travail documenté de journalistes. L'originalité de cet ouvrage, et son arme, c'est l'usage systématique de l'humour et de l'ironie, soulignées par les dessins de Wozniak, pour nous asséner des horreurs. 123 mini-chapitres nous mettent le nez dans l'assiette jusqu'à l'écoeurement car, à par ceux d'entre nous qui ne consomment que les produits de leur jardin et les œufs des poules qu'ils nourrissent du grain qu'ils produisent, nous n'échappons pas à la monstruosité alimentaire. Bœuf aux hormones, emballages au bisphénol A, œufs de poules élevées à la farine de poisson, Nutella à l'huile de palme, lasagnes au cheval roumain, OGM, etc. ça on connaissait déjà! Mais si on vous dit arsenic dans l'eau du robinet et celle en bouteille, bonbons M&Ms au dioxyde de titane (ça les fait briller!), la carotte au lycopène ou à l'anthocyanine, le saucisson corse fabriqué avec du porc chinois (élevé comme on sait...), les smoothies aux fongicides, le poulet à la dioxine et bientôt – grâce à nos amis étatsuniens – le poulet à l'eau de javel... Et le fromage « analogue », vous connaissez?

C'est du fromage sans fromage, vous pouvez le goûter sur les pizzas. Et la collusion d'un certain milieu médical qui fréquente et cautionne, dûment rémunéré, les raouts pseudo-scientifiques sur l'alimentation organisés par Coca Cola et ses copains? Et les lois et réglementations qui sont modifiées pour se conformer aux besoins des industriels, par exemple les éleveurs de porcs bretons? Ils étendent toujours autant de saletés, mais comme on le rapporte dans les textes à une surface plus grande, ça en fait moins au mètre carré... Il fallait y penser non? Et les nanoparticules qui rendent la mayonnaise onctueuse et empêchent les grumeaux? Vous savez quel effet ça fait sur l'organisme, non? Eh bien, eux non plus, ils ne le savent pas! On rigole mais jaune. On va regarder à deux fois ce que l'on a dans l'assiette, mais comme indiqué plus haut, difficile à la majorité de la population d'échapper aujourd'hui à ce catalogue d'horreurs. « Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés. » ♦



Pistes pour une agriculture écologique et sociale, coordonné par Laurent Garrouste, Laurence Lyonnais et Roxanne Mitralias, éditions Syllepse, Les cahiers de l'émancipation, 2014, 8 euros.

Pour approfondir la réflexion, voici un ensemble de textes rassemblés et écrits par des militantEs et des chercheurEs. La population agricole est passée en France de 8% de la population active en 1980 à 3% en 2008. Dans

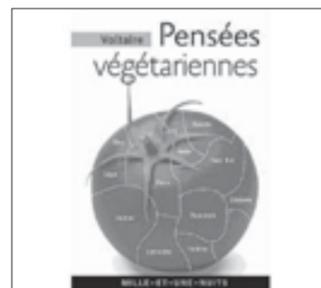
le même temps, la taille des exploitations a crû de façon radicale, alors que le revenu net des agriculteurs en termes réels chutait de 56% de 1960 à 2004. Ces quelques chiffres montrent l'étendue de la crise, mais ne disent rien de la souffrance, de l'auto-exploitation des agriculteurs qui travaillent sans horaires, de leurs suicides et de la volonté des femmes de ne plus jouer les seconds rôles. La dépendance des agriculteurs – d'un côté aux semenciers, fabricants d'engrais et autres pesticides, de l'autre aux distributeurs qui fixent les prix – dit bien l'impasse du système actuel, aussi bien au niveau français qu'international. Il y a donc nécessité de développer et fédérer les mouvements tels que la Confédération agricole ou Via Campesina. ♦



Manger bio, c'est pas du luxe, Lylian Le Goff, Terre vivante, 2006, 17 euros.

Ceux qui auront lu attentivement le dossier central de ce numéro sur l'agriculture auront bien compris que si nous voulons préserver la vie telle qu'elle existe et nourrir tous les habitantEs, il faudra manger autrement. Ce petit livre pratique fait une synthèse sur la nécessité d'arrêter l'agriculture intensive destructrice et de rester en bonne santé grâce à une nourriture saine. L'ouvrage minore le grave problème du capitalisme vert, mais il date de 2006, et dans ce domaine, les choses évoluent très vite: quand il y a de l'argent à gagner, les décisions ne traînent pas... Lylian le Goff résume intelligemment les moyens de manger bien, bon et sain, et donne des idées à celles et ceux qui chercheraient des menus, mais pas des recettes...

Il faut enfin retenir que, contrairement aux idées reçues, manger bio ne coûte pas plus cher car on mange autrement: moins de viande, plus de nutriments dans les aliments bio. ♦



Pensées végétariennes, François-Marie Arouet dit Voltaire, textes édités et préfacés par Renan Larue, Mille et une nuits, 2014, 2,50 euros.

« **Q**u'y a-t-il de plus abominable que de se nourrir continuellement de cadavres? », s'interroge en 1772 un fervent défenseur du végétarisme: Voltaire. Le philosophe consacre depuis plusieurs années déjà des pages au sort des animaux de boucherie dans son œuvre et, à 68 ans, se convertit définitivement au végétarisme. Inspiré par les sages antiques qui ne mangeaient pas de viande, influencé par les brahmanes indiens dont la loi interdit de manger des animaux, et aussi plus trivialement par ses troubles digestifs, Voltaire se fait le défenseur des animaux. Il se révolte contre les traitements qui leur sont infligés au bénéfice de mangeurs insouciantes. Comme dirait Candide: « il faut cultiver notre jardin »... ♦

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA **librairie**

27 rue Taine 75012 Paris
Tél.: 01 49 28 52 44
Fax: 01 49 28 52 43

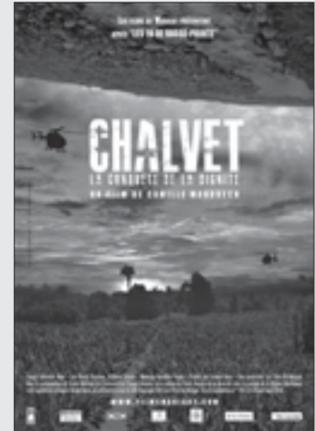
www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture:
Lundi: 14h - 20h,
mardi au samedi:
12h - 20h

Cinéma

Chalvet, la conquête de la dignité de Camille Mauduech. Sortie le mercredi 19 mars

Ce documentaire porte sur la grève des ouvriers agricoles du nord de la Martinique, grève qui se termine par une répression sanglante. Comme pour ses deux précédents films, Camille Mauduech donne la parole aux différents protagonistes de ces événements.



Malgré le triomphe de la révolution anti-esclavagiste de 1848, les conditions de vie et de travail des ouvriers agricoles sur les plantations n'ont guère changé. La grève qui éclate en janvier 1974

marque le réveil des campagnes. Les grévistes se heurtent à l'intransigeance des békés qui font appel aux « forces de l'ordre ». Les militants intellectuels sont actifs au côté des ouvriers, mais le mouvement reste pour l'essentiel spontané et prend la forme de grève marchante.

Le malaise social qui couve dans de nombreux secteurs économiques éclate au grand jour, une grève générale est fixée au 12 février. Au lieu-dit Chalvet à Basse-Pointe, les grévistes sont brusquement encerclés par 200 gendarmes qui, sans sommation, ouvrent le feu, relayés par un hélicoptère qui depuis le ciel bombarde les travailleurs. Le bilan est lourd. Le 19 février, un protocole d'accord est signé entre les patrons et la CGT. C'est un semi-échec, mais les ouvriers gagnent cependant en dignité et en confiance avec la création de l'UTAM (Union des travailleurs agricoles de la Martinique). Un film riche à voir absolument.

Renée Ravoteur

Only lovers left alive de Jim Jarmusch. Avec Tilda Swinton et Tom Hiddleston. Sortie le mercredi 19 février

Les films de vampires ne sont plus ce qu'ils étaient. Après Coppola et pas mal d'autres, Jarmusch tente de renouveler le genre avec un curieux mélange de mélo branché rock et d'univers poétique. Les images sont belles et Tilda Swinton, très présente ces temps-ci dans le cinéma fantastique, donnerait presque envie de se faire vampiriser.



Mais ça traîne tout de même parfois en longueur et ça se prend un peu trop au sérieux. Le scénario compte quelques trouvailles, comme les scènes de dégustation, mais manque de cohérence. Les vampires sont censés respecter certains codes qu'ils enfreignent ici allègrement. Enfin, la chute est équivoque: même civilisé un vampire reste assoiffé de sang, donc socialement difficile à intégrer. N'en faisons pas dire trop à un cinéaste qui a sans doute voulu s'amuser... Mais on reste sur sa faim.

Gérard Delteil



L'Anticapitaliste | Libre expression



Mobilisation pour LE 12 AVRIL



Entretien. La mobilisation autour de la Marche du 12 avril prend de l'ampleur. La riposte à Valls et son gouvernement de combat se construit. Mais les débats, tout aussi indispensables, se poursuivent. Cette semaine nous donnons la parole à Malika Zediri de l'APEIS (Association pour l'emploi, l'information et la solidarité des chômeurs et des précaires) et à Laurent Esquerre d'Alternative libertaire.

La marche du 12 avril est soutenue par des partis, des syndicats, des associations et des « personnalités ». Un tel rassemblement n'est pas si fréquent. Comment l'expliquer ?

Laurent Esquerre : La montée de l'extrême droite et plus largement de la réaction a été un élément déterminant dans la construction de cette marche. L'annonce au même moment par le gouvernement du renforcement d'une politique d'écrasement social des travailleurEs et des chômeurEs (Pacte de responsabilité) a joué un rôle de cristallisation quant à l'urgence qu'il y avait à agir.

Malika Zediri : Cette initiative correspond à un absolu besoin du moment. Il est urgent de remettre en cause une société qui exclut à tout va. Une société dans laquelle le chômage, la précarité de l'emploi deviennent la norme, et où Pascal Lamy demande qu'on mette en place des emplois avec des salaires inférieurs au Smic, où des millions de gens en sont réduits à une vie à minima à perpétuité et où 30% de la population ne fait que survivre au quotidien, avec des gens, des jeunes, des femmes, des retraités qui ont faim.

Il faut rompre avec des pratiques par lesquelles un fossé s'est creusé entre les organisations, leurs représentants et la population. À gauche, on a perdu de la colère par rapport à la situation des gens. La misère, la détresse, il faut en parler. Il faut revenir au réel, au singulier des hommes et des femmes pour construire des résistances immédiates face aux factures EdF, aux loyers qu'on ne peut pas payer. Mais aussi dire qu'il est possible de faire d'autre choix. Dans ce contexte, c'est une évidence de se réunir entre syndicalistes, responsables politiques et d'associations, pour construire une riposte et envisager ce qu'on peut faire ensemble, donner la possibilité à chacun de ré-intervenir sur sa vie.

Il n'y a pas de petits problèmes. Il faut des comportements plus sociaux, plus solidaires et arrêter de penser par le haut, de vivre entre soi. La situation est grave, et le gouvernement est dans la logique de prendre, de gratter toujours « en bas », comme on l'a vu avec les dernières négociations sur l'assurance chômage. Il faut redonner à voir une vraie gauche qui impose un autre partage des richesses.

La rédaction de l'appel a suscité des débats entre les participants. Quel est l'enjeu essentiel ?

Malika Zediri : Nous sommes une petite association et nous avons été sensibles au fait que les débats montrent une capacité à partager, confronter les différences d'appréciation. Nous ne sommes pas tous identiques, mais il est important de réapprendre à faire ensemble, à égalité. Parce que quand on fait ensemble, cela donne du sens et permet de se faire entendre. Le texte d'appel, de nombreux camarades l'ont trouvé bon, car vivant, coloré exprimant un ras-le-bol, un « maintenant ça suffit ! » qui n'est pas qu'une formule. Ça doit venir de partout même si on sait bien que la CGT, les syndicats, seront les plus nombreux.

Laurent Esquerre : Ce n'est pas seulement le contenu de l'appel qui a fait débat mais la façon dont cette initiative a été lancée. Pour ce qui est de l'appel, il était important pour nous que la responsabilité du gouvernement dans la mise en œuvre de la politique du capital soit clairement pointée, de même que son rôle dans la stigmatisation des immigréEs (Roms, sans-papiers...). L'appel est très clair là-dessus. Il était également important qu'il ne soit pas seulement l'expression d'un ras-le-bol, au demeurant nécessaire, mais qu'il pose aussi la question de la construction d'une alternative et cette exigence est reprise de même.

Dans un contexte marqué par les élections et les difficultés que traversent les mouvements sociaux, il aurait mieux valu éviter les effets d'annonce mettant en avant au début les seules organisations politiques, car cela n'a pas facilité l'implication des syndicats mais aussi des associations et collectifs de lutte. Ces organisations ont d'abord craint de se faire instrumentaliser même si nombre d'entre elles ont ensuite contribué à mobiliser pour cette marche.

Cela dit, l'enjeu est non seulement de se réapproprié massivement et durablement la rue, mais aussi d'ouvrir un espace tant social et politique pour une révolte que la gauche au pouvoir s'emploie à tuer depuis plusieurs décennies. Cette révolte doit pouvoir se conjuguer avec le désir d'action directe, de grève générale, d'autogestion et d'alternative au capitalisme. Et il s'agit donc de renouer avec une parole trop souvent niée et étouffée au profit de fausses solutions dans le cadre du système capitaliste et par en-haut, style VI^e République, qui ont pour effet de déposséder les exploitéEs et oppriméEs du pouvoir de décision. De ce point de vue la visibilité des forces anticapitalistes sera essentielle. Le fait qu'elles soient désunies à l'échelle nationale, malgré nos efforts, n'aide pas.

Une idée traverse l'appel et les discussions : s'inscrire dans la durée. Quelles pistes concrètes ?

Laurent Esquerre : Effectivement, faire de la marche du 12 avril un coup politique serait aberrant. Une course de vitesse est engagée avec l'extrême droite qui instrumentalise le mécontentement social afin de rendre populaire la réaction. Il est également important que la marche du 12 avril soit la plus massive possible, car un tel succès aidera les mobilisations à venir comme le 1^{er} Mai et celle contre l'accord transatlantique en mai. Nous avons besoin de ce souffle pour aborder

en position plus favorable l'affrontement social avec le Medef et le gouvernement et faire échec aux plans d'austérité.

Le 15 avril se tiendra une réunion de bilan, afin de décider des suites à donner à la marche. On pourrait se dire qu'une construction de type LKP qui a débouché sur la grève générale en Guadeloupe est souhaitable, mais cela n'est possible que si les syndicats, les associations et collectifs de lutte, y pèsent d'un poids plus important.

Malika Zediri : Il faut poser à l'ensemble de la société française la grande question des inégalités et s'exprimer là-dessus. 150 appartements possédés par une seule personne, des riches toujours plus riches, Bettencourt, 16 familles qui possèdent autant que 3 millions d'autres, qu'est-ce que ça veut dire ? Quant on touche le Smic, on ne peut pas vivre correctement, c'est la vie tout court qui est mise en cause. Sur le Smic, il faut que tout le monde s'y mette, surtout quand Lamy veut encore descendre en-dessous... Alors que beaucoup de gens sont déjà au-dessous. On doit rediscuter à gauche du logement social, d'une indispensable baisse des loyers, notamment en Île-de-France.

Il faut créer des rencontres avec les populations, au-delà de l'esprit partisan. La confiance, ça se redonne avec ce qu'on est capable de faire ensemble, et elle fait reculer l'extrême droite. C'est pour cela que ça doit continuer après le 12, pour des États généraux sur la situation sociale, sur la protection sociale. Les gens qui n'ont pas de quoi vivre, où dormir, n'entendent plus la politique. L'abstention ne date pas d'aujourd'hui, car les gens n'en peuvent plus de la vie politique. Il faut redonner des repères en même temps que des moyens d'agir sur sa vie, et proposer un monde qui fonctionnerait autrement.

Propos recueillis par Robert Pelletier

Vu ailleurs

MONDE diplomatique

23 000 MORTS.
Le 3 octobre 2013, un chalutier transportant

cinq cents réfugiés venant pour majorité de l'Érythrée et de la Somalie tombait en panne à deux kilomètres de l'île italienne de Lampedusa. Espérant alerter les secours, un passager mit le feu à une couverture. Le bateau s'embrasa, certains passagers sautèrent dans l'eau, d'autres se ruèrent sur l'un des côtés du navire, qui se retourna. Cette tragédie, qui fit plus de trois cent soixante morts, fut largement relayée dans les médias. Jamais on n'avait autant parlé des risques pris – et des drames vécus – par tous ces réfugiés qui cherchent à gagner l'Europe au péril de leur vie. Une équipe de journalistes européens révèle aujourd'hui que plus de vingt-trois mille hommes, femmes et enfants sont « morts aux frontières » de l'Europe, depuis l'an 2000, soit plus de 50 % de plus que les estimations dont on disposait jusqu'alors. [...] Notre enquête révèle aujourd'hui que, sur les vingt-trois mille morts et disparus documentés depuis l'an 2000, près de six mille cinq cents l'ont été au large de Lampedusa, plus de deux mille deux cents aux îles Canaries, et plus de mille cinq cents dans le détroit de Gibraltar. [...] Frontex, l'agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne, ne collecte de son côté de statistiques que sur les seuls réfugiés interceptés et reconduits à la frontière, jamais sur ceux qui ont perdu la vie. Interrogé sur cette myopie, un des membres de l'agence a reconnu, sous couvert d'anonymat, que « le travail de Frontex, c'est la lutte contre l'immigration illégale, pas le sauvetage en mer, et ces gens-là sont morts, ce ne sont plus des migrants », avant de reconnaître que ses collègues et lui ne voient pas bien, en l'état, comment Eurosur, tel qu'il a été développé depuis, pourrait sauver des vies.

« Ces gens-là sont morts, ce ne sont plus des migrants » par Jean-Marc Manach, lundi 31 mars 2014, sur le blog du Monde diplomatique.

S'abonner à L'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	Mensuel	Hebdo	Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
<input type="checkbox"/> Hebdo + Mensuel 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org